

1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (L et M)



Henri LESOIN

Association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix »

Collection « Les notices historiques clairoisiennes »
n° 11 ~ 2016

Sommaire

• <i>Préambule</i>	p. 03
• <i>Une histoire dans la « zone dangereuse », roman ou histoire vraie ?</i>	p. 04
• <i>Liste des noms, de Lafeuille à Lemoine</i>	p. 07
• <i>L'école à Clairoix et les cahiers de Mireille</i>	p. 14
• <i>Liste des noms, de Léognany à Luisin</i>	p. 19
• <i>Les soldats de Clairoix ne sont pas tous des combattants</i>	p. 25
• <i>Liste des noms commençant par M</i>	p. 26
• <i>Les unités militaires à Clairoix</i>	p. 33
• <i>Une pénurie durable</i>	p. 36
• <i>Une douloureuse décision</i>	p. 37

Illustration de couverture : soldats du 404^{ème} RI aux cuisines roulantes, au cours de la bataille de l'Aisne, en fin d'année 1915.

Au premier plan : René Payen. Il sera tué en juin 1918. Les hommes commencent à être équipés du nouveau casque (officier à droite) et de la tenue « bleu horizon ».

Collection privée.

La collection « Les notices historiques clairoisiennes »

<i>N°</i>	<i>Titre</i>	<i>Année</i>
01	L'école communale en 1858 : l'exemple de Clairoix (Oise)	2008
02	La filature de soie de Clairoix (Oise)	2009
03	Les vignes à Clairoix (Oise) et dans les environs	2010
04	Le Clos de l'Aronde, mairie de Clairoix (Oise)	2011
05	Clairoix (Oise) en 1926	2012
06	Le comte Aimery de Comminges et Clairoix (Oise)	2013
07	Clairoix (Oise) et la guerre de 1914-1918	2014
08	Les Sibien et Clairoix (Oise)	2015
09	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (A à D)	2015
10	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (E à J)	2016
11	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (L et M)	2016

Préambule

La situation générale sur le terrain n'évolue pas. À défaut d'une avancée décisive, les armées sont réorganisées. À compter du 13 juin 1915, l'armée française est désormais répartie en trois groupes, commandés à droite par le général Dubail, groupe d'armées de l'Est (G.A.E.), au centre par le général de Castelnau, groupe d'armées du Centre (G.A.C.), à gauche par le général Foch, pour le groupe d'armées du Nord (G.A.N.).

Le généralissime Joffre n'a donc plus affaire qu'à trois hommes, ce qui simplifie la tâche du commandement.

Précisément, au G.A.N., avec la troisième bataille de l'Artois, les opérations se concentrent sur Arras en coopération avec les Anglais et les Belges. Au centre, l'effort s'exerce de nouveau en Champagne avec la deuxième bataille du même nom.

Entre les deux, au nord de l'Oise, le front se stabilise. Les lignes de front s'embrasent par moments. Régulièrement, sur le plateau de Quennevières et au bois le Prêtre, des duels d'artillerie s'engagent. Depuis le Mont Ganelon, les lueurs vespérales de la bataille sont toujours perceptibles et le sourd roulement du canon se fait entendre. Les habitants de Clairoix s'y sont maintenant habitués.

Par la voix de Clémenceau, on précise au gouvernement que l'après-guerre est déjà arrêtée : *« occupation de la rive gauche du Rhin jusqu'à la Hollande, les frontières comprenant Aix-la-Chapelle, Cologne, Mayence, etc., avec une indemnité de guerre s'élevant à 60 milliards et la mainmise sur tous les chemins de fer, les mines et grands établissements industriels »*. Ainsi, un objectif est du moins fixé ; reste le plus difficile, confirmer l'essai sur le terrain, ce qui n'est pas gagné en cette année 1915.

Sur un plan plus stratégique, l'idée de déclencher une offensive en Orient fait son chemin. L'ouverture d'un autre front pourrait déstabiliser les lignes allemandes à l'ouest. Mais aux Dardanelles l'échec allié face aux Turcs ne fait qu'enliser le conflit. Alors, pour contourner la péninsule orientale, en octobre 1915, un débarquement à Salonique engage l'armée française, appelée « Armée d'Orient », dans la péninsule balkanique. Des soldats originaires de Clairoix prendront part à ce corps expéditionnaire d'Orient souvent oublié par la population de l'arrière. Si le conflit prend une tournure quasi-mondiale, rien ne bouge à l'ouest. Le conflit s'installe dans la durée.

Néanmoins, à partir d'août 1915, les soldats Clairoisiens prennent leurs premières permissions. Mais ils sont rares à faire ce déplacement. Seules les unités non engagées libèrent pour la première fois leurs hommes, l'espace d'une quinzaine de jours. Heureux de retrouver leur famille, ils ne parlent pas, et, aux yeux de leurs proches, ces hommes, parfois reclus, ont bien changé. Cependant certains permissionnaires prêtent main forte aux moissons d'été. De toute façon, ils n'éprouvent qu'une envie : retrouver leurs camarades et finir le boulot à la tranchée. Quel sentiment étrange pour ces mères et ces sœurs, de retrouver un fils, un père ou un frère, silencieux, aux sautes d'humeur



Arrivées et départs des permissionnaires en gare de Compiègne en 1915.
(Collection de l'auteur).

exacerbées, présents physiquement mais mentalement absents. Les adieux se font en gare de Compiègne, non sans quelque inquiétude pour la suite...

Tandis que les premiers permissionnaires de Clairoux rentrent à leur dépôt d'unité, les unités militaires traversent le village, y cantonnent provisoirement, remontent en ligne. D'autres s'installent et relèvent les existantes. Le Génie maritime, après avoir installé pontons et passerelles, est relevé par une étrange cohorte...

Depuis le 8 août 1915, des travailleurs civils du Génie venant de Paris et des environs, sont cantonnés dans les villages environnant le Mont Ganelon. Le service du Génie est chargé de les nourrir, de les payer et de diriger leur travail. Un gigantesque chantier s'engage sur les flancs de cette colline et donnant sur toute la vallée du Matz. Les craintes d'un possible retournement de situation n'excluent pas une forte poussée allemande ; ainsi ce surplomb partiellement boisé pourrait bien un jour prendre une valeur tactique.

Les travailleurs requis civils, non incorporés pour diverses raisons, étrangers pour certains, nourrissent tous les ressentiments de la population. La Prévôté les surveille ; elle est secondée d'une escouade à cheval, et ce n'est pas un luxe. Ces ouvriers, dont certains peu recommandables, sont répartis en cinq cantonnements - Clairoux, Janville, Bienville, Coudun et Giraumont - cantonnements qui varient suivant la proximité des travaux en cours.

Un détachement de deux à six gendarmes et une escouade à un peloton à cheval sont chargés de faire la police dans chaque cantonnement. Au nombre total de 2 000 ouvriers, recrutés au début sans aucune précaution, la situation exige des mesures particulières de rigueur.

À la suite d'une surveillance discrète du 10 au 15 août 1915 faite sur le chantier de Longueil-Annel, l'inspecteur de police mobile, M. Lunel, dresse un rapport très détaillé sur ces individus (Archives SHA 22 N 894). Il y consigne notamment les éléments suivants : parmi ces ouvriers « *...un grand nombre d'étrangers (Russes, Roumains, Italiens ...) sont venus compléter les premiers éléments. Et comme aucune qualité n'était exigée pour être embauché, qu'il suffisait au postulant de donner un nom et un prénom, ...il en est résulté que bon nombre des individus ainsi embauchés, sont des gens sans aveu et des repris de justice... simplement tentés par le taux relativement élevé du salaire ou par le désir de se rapprocher du front dans un but de curiosité...* ».

Dans son rapport, l'inspecteur ajoute : « *Il est à signaler l'inconvénient que présente la correspondance adressée par un grand nombre de ces ouvriers à leurs parents ou leurs amis de l'intérieur... Leurs lettres doivent comporter fréquemment une foule de renseignements d'ordre militaire, qui sont donnés peut-être inconsciemment, mais n'en sont pas moins portés à la connaissance du public (emplacement de régiments et même de batteries lourdes, passage de troupes, travaux de défense...)* »

Comme on peut le voir, le climat de suspicion s'exerce encore sur les villages environnant le Mont Ganelon. Sous l'escorte de la Prévôté, ils finiront par partir en décembre après avoir aménagé les contreforts du Mont Ganelon en forteresse. C'est avec une certaine satisfaction que les Clairouisiens les verront partir, leur préférant, et de loin, leurs poilus tapageurs et leurs vigoureuses unités de passage.

Une histoire dans la « zone dangereuse », roman ou histoire vraie ?

L'état de guerre bouleverse toujours l'ordre établi. Ce désordre se distille dans toutes les couches de la société. Nul n'y échappe.

Il touche les civils comme les militaires. Il n'y a pas vraiment de règles mais une part de chance extraordinaire. Des destins parfois basculent. Inexorablement.

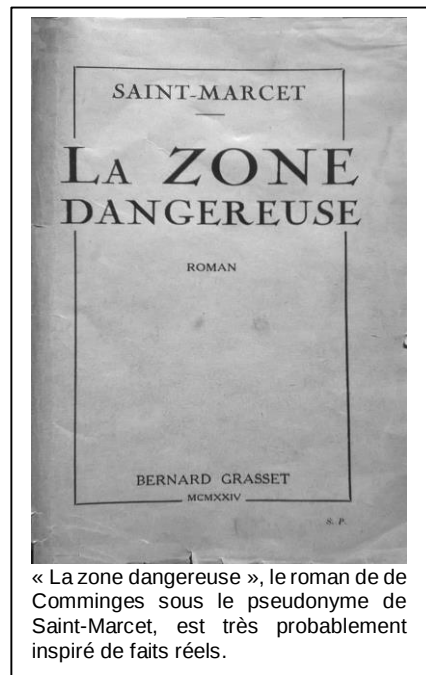
C'est tout le roman du comte de Comminges « *La zone dangereuse* ». C'est en fait l'histoire d'une femme, Berthe Ghenlis, habitante de Soissons au moment de l'invasion allemande. Isolée du reste de la France comme beaucoup de femmes, elle est comme transportée sur un radeau de fortune voguant au fil des courants. Il ne s'agit pas de réécrire le roman du comte de Comminges édité sous le pseudonyme de Saint-Marcet. Mais celui-ci reste un roman intéressant à découvrir.

Résumons l'histoire. Cette jeune dame, un brin charmante, mariée à un sous-officier du 67^{ème} RI de Soissons envoyé depuis au front, se retrouve isolée dans cette ville au milieu des armées du Kaiser. Un officier allemand, le capitaine Von Kiessen, probablement attaché au service de l'espionnage, est hébergé chez elle. Très vite, cet officier la convainc de rejoindre la zone française contre argent sonnante et trébuchant. En retour, il lui demande de prendre contact avec un réseau d'agents infiltrés et de leur fournir des renseignements sur les unités françaises. Ne souhaitant que retrouver ses proches, sa fille et sa belle-mère réfugiées à Compiègne, elle fait mine de jouer ce jeu trouble et parvient à passer les lignes du front, décidée à ce que les choses s'arrêtent là. Ses relations orageuses avec sa belle-mère, ses liaisons adultérines avec quelque soldat de passage, font très vite qu'elle décide de s'installer à Fontaines-sous-bois, qui n'est autre, après recoupements de situations, que le village de Clairoux. Elle ne put jamais fournir de véritables explications aux autorités sur les facilités avec lesquelles elle parvint à franchir les lignes. Sa beauté lui ouvrit les barrières tant au sens propre qu'au sens figuré. Mme Ghenlis, qui devient veuve, s'attache les services de Mme de Rousquignolles, sorte de tenancière d'un lieu interlope du village, moitié maison de passes et moitié salle de jeux d'argent, très fréquentée par les militaires. Mais le bureau de la sûreté générale de Compiègne, pressant le maire de Fontaines, le marquis de Saubole (comme on le devine, le comte de Comminges), aura raison de cette encombrante beauté. Celle-ci sera finalement expulsée de la « Zone dangereuse » ...

Pour reprendre la critique au moment de la parution de ce livre en 1924 chez l'éditeur Bernard Grasset, « *C'est le récit des faiblesses d'une femme dans un cadre exceptionnel où il est enfermé : « La zone dangereuse ». Il faut beaucoup d'art pour dépouiller de telles aventures de ce qu'elles pourraient avoir de mal tolérable ; il a doué Berthe Ghenlis, sa pitoyable héroïne, d'une si candide mollesse, de tant d'ingénuité, de vanité, d'une si profonde inconscience, qu'on ne peut tenir à cette pauvre femme rigueur de ses débordements.*

Ce sont les mémoires mêmes de cette malheureuse jeune femme que Saint-Marcet feint de nous donner. Ils sont rayonnants de naturel et de simplicité, d'exactitude et de vraisemblance, si bien qu'on ne sait si l'on est plus porté à faire à cette « pauvre petite Madame Ghenlis », grief des fautes – dont elle finit par se repentir – qu'à la plaindre pour ses malheurs, dont elle finit par être punie.

L'action évolue, en effet, dans le milieu particulièrement entreprenant, celui des régiments du front décrit incidemment par Saint-Marcet, avec beaucoup de vie, d'amitié et d'esprit... ».



« La zone dangereuse », le roman de de Comminges sous le pseudonyme de Saint-Marcet, est très probablement inspiré de faits réels.

L'auteur, le comte de Comminges, est tout à la fois un homme de la vieille France et un homme ouvert à toutes les évolutions de son temps. Durant sa carrière militaire de sous-officier, avant d'être promu officier, il s'était de nombreuses fois opposé aux méthodes de commandement de ses supérieurs. Il avait un je-ne-sais-quoi de révolutionnaire et de provocateur qui sommeillait au fond de lui. Cette opposition constante lui avait valu de nombreuses punitions. Lassé de se voir non écouté ou compris, il finit par dénoncer son grade de sergent pour redevenir simple soldat et servir dans quelque conflit lointain. En effet, après ses cinq premières années d'armée passées dans un régiment de Dragons, il cumulera un total de 100 tours de consignes, 84 jours d'arrêts simples et 8 jours d'arrêts de rigueur. Le summum fut atteint le 8 février 1885 « *avec 15 jours d'arrêts de rigueur signés par le colonel pour être sorti du quartier à 10 heures du soir en petite tenue, en violant la consigne du brigadier de garde, alors qu'il était puni de consignes et n'est rentré qu'à 3 heures du matin.* » précise son dossier militaire. Car notre jeune homme, proche de ses camarades, est joyeux drille. Plein de vie, la vie de caserne l'ennuie. Il préfère l'aventure...

Le 7 mars 1885, le voilà affecté à sa demande au 2^{ème} régiment de Spahis. Brigadier le 1^{er} avril 1885, il accomplit alors une première campagne en Afrique du 10 mars au 20 avril 1885. Le 17 juillet 1885, il retrouvera son grade de sergent au 2^{ème} régiment de Tirailleurs Tonkinois, avec lequel il effectuera une deuxième campagne au sein du Corps expéditionnaire du Tonkin du 21 avril au 16 juillet 1885, prolongée du 17 juillet 1885 au 19 mai 1886.

Le 12 février 1886, remarqué sans doute pour ses qualités de commandement, de cavalier de grande tenue, il est promu par décret officier de cavalerie et débute une seconde carrière dans ce corps. Il devient un autre homme, plus calme, plus réfléchi.

De Comminges est un homme accompli. Doué pour l'équitation, il dispose également de talents d'écrivain et publie tant sous son vrai nom que sous des pseudonymes (voir la notice historique clairoisienne n° 6 « *Le comte Aimery de Comminges et Clairoix* », 2013). S'il est un catholique convaincu, il n'en est pas moins un homme de son temps, au caractère déjà bien trempé, à l'épreuve de la rudesse des hommes, à l'épreuve du feu des armes. Homme d'expérience, il ne découvre pas les situations. Il n'est pas un naïf, mais sait anticiper les événements. Il connaît la légèreté de la nature humaine, tout à la fois ses faiblesses et ses capacités.

Dans le Clairoix de l'année 1915, il perçoit nettement les situations critiques se mettant inexorablement en place. Premier magistrat de la commune, il sait accorder un délai de grâce à tout un chacun, lance des avertissements discrets, puis, plus incisif, il tranche.

Assis à son bureau, le comte de Comminges, en qualité de romancier, a sans doute ouvert un carnet pour y prendre quotidiennement des notes. Il aurait pu imaginer cette histoire. Mais la réalité lui offre un scénario tout trouvé. Étant au centre des événements, confronté aux décisions difficiles, il se décide à immortaliser une histoire locale, légèrement différente mais vécue, comme le dévoilent les archives militaires.

Faut-il y voir le témoignage, probablement très personnel, d'un maire amené à trancher, dans toute sa rigidité, sur un destin personnel ? En résulterait-il d'une blessure intérieure qui le conduira à témoigner tout d'abord sous le pseudonyme de Berthe Ghenlis dans la première édition parue au *Mercure de France*, puis sous le pseudonyme habituel de Saint-Marcet, sans jamais nommer le village de Clairoix, occultant ainsi les vrais noms pour ne pas nuire à une population qui lui avait placé toute sa confiance durant trois mandats successifs ?

Une affaire éclata au niveau de la sûreté générale du 13^{ème} CA à Compiègne en 1915. Dans les milieux officiels, militaires, préfet, sous-préfets et maires en furent très certainement tenus au courant comme étant un cas d'école, afin d'éveiller leur attention.

C'est l'affaire de Célestine Vandandal dans l'Oise qui, sans doute, put inspirer le comte de Comminges pour débiter son roman. Selon la prévôté du 13^{ème} CA, la Dame Vandandal « *Interrogée (avec une autre femme) à Béthancourt, en présence du colonel commandant la brigade, elles (...) auraient franchi les lignes allemandes sans être inquiétées et se seraient présentées à nos postes. Le colonel trouvant leur histoire suspecte les fit remettre à la gendarmerie* ». Louis Panel, auteur de « *Gendarmerie et contre-espionnage* », cite dans ce livre particulièrement fouillé que la prévenue fournit des explications extrêmement confuses, qui ne lèvent en rien sa suspicion. (Page 106 de « *Gendarmerie et contre-espionnage* » collection Études (Service historique de la Gendarmerie nationale). « *Fouillée à la prévôté, rien de suspect sur elle, Mais cette femme est évidemment très suspecte d'espionnage... elle a ajouté que si on la laissait en liberté, elle dirait alors par lettre ce qu'elle ne peut pas dire actuellement* ». (Archives du SHA 22N894).

L'affaire Vandandal pourrait donc avoir été le point de départ du roman du comte de Comminges. C'est une deuxième affaire, qui, à Clairoix même, se présente au début de l'année 1915. Une autre femme apparaît, Mme Lefèvre veuve Bardet, très certainement réfugiée (à l'exception des archives militaires, les archives départementales n'en font pas mention). Elle sera expulsée comme Berthe Ghenlis au cours de l'année 1915. Comme les archives départementales n'établissent le recensement qu'à partir de décembre 1915, son

nom n'apparaît pas. D'où vient-elle ? Nul ne le sait. C'est sans doute le début de cette intrigue réelle qui va inspirer le maire. Qui est cette femme ? Que lui reproche-t-on au juste ?

Mais avant d'élucider cette affaire, retournons si vous le voulez bien au contexte de l'année 1915, riche en événements, pour bien comprendre cette histoire.

La saga des rappelés au service, des incorporés se poursuit, privant un peu plus le village de ses hommes valides, mais aussi produisant des amours contrariées, des vies sentimentales diffuses. En parallèle, les problèmes liés à la disette prennent de l'ampleur, les denrées coûtent de plus en plus cher.

Seul point positif en vue, la remise en route de l'école des garçons qui viennent de vivre une année de vacances !

Mais de nouveaux soldats, enfants du village ou simples travailleurs installés avant-guerre à Clairoux, tombent au champ d'honneur. Le maire, le comte de Comminges, chargé de prévenir les familles éprouvées, a décidément une lourde tâche. Ce contexte douloureux, est fertile en incidents de toutes sortes. Ils le placent au centre du jeu et à l'épreuve des décisions qu'il doit assumer, des décisions qui vont le conduire, au-delà du roman de Berthe Ghenlis, à décrire l'histoire d'un village placé dans la zone de l'armée à l'arrière du front, « la zone dangereuse » pour reprendre une formule de la Prévôté.

Les « L » (de Lafeuille à Lemoine)

LAFEUILLE Raoul

Né le 26 décembre 1892 à Clairoux, fils d'Henri et de Marie Angèle Boutillier, résidant à Sommeron, canton de La Capelle dans l'Aisne, il est polisseur sur métaux à La Capelle.

Il est incorporé le 10 octobre 1913 au 151^{ème} Régiment d'Infanterie de Verdun.

Il est nommé caporal à la 10^{ème} Compagnie. Son régiment, engagé dans l'est de la France en Meurthe-et-Moselle, subit un violent assaut ennemi à Pierrepont le 22 août 1914. La bataille dure deux jours ; le régiment y perd 800 hommes.

Puis, en septembre, il se replie dans le secteur de Reims où Raoul participe à la contre-offensive générale de la Marne, notamment au lieu-dit Les Culots où son régiment perd à nouveau 600 hommes au cours de trois jours de combats.

En fin d'année, il rejoint le secteur des Flandres, Dixmude, Zillebeke...

En 1915 de janvier à septembre, il est engagé en Argonne, notamment au célèbre secteur de la Gruerie et de nouveau en Champagne à Auberive en fin d'année.

Le 9 mars 1916, pour contrer l'importante offensive allemande, le régiment est envoyé dans le secteur de Verdun et relève le 160^{ème} RI. Le 11, le régiment s'emploie à organiser le secteur où les tranchées sont quasi inexistantes (60 à 80 cm de profondeur) malgré le tir incessant des canons allemands. Chaque jour apporte son lot de tués. La 10^{ème} compagnie de Raoul n'échappe pas à ce sort. Cependant, le secteur est encore calme, pas d'offensive à l'horizon. Le 12, les hommes ont presque terminé les tranchées et commencent à poser du fil barbelé toujours sous le tir des marmites. Le 14, alors que Raoul Lafeuille travaillait sur la cote du Poivre avec le sergent Margeot Joseph, un obus les atteint. Ils sont tous les deux tués. Le régiment subira le choc de l'offensive le 29 mars.

Son nom figure au monument aux morts de La Capelle (Aisne).



Médaille
remise à la
famille à titre
posthume.

LALLOUETTE François Nicolas

Il est né le 18 février 1877 à Janville et n'a vécu que sept années à Clairoux avant la guerre. Il est le fils de François Nicolas et de Marie Philomène Bournizien. Charpentier à bateaux, il s'installe à Clairoux en 1904, puis quitte le village en 1911 pour travailler à Billancourt.

Le 14 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

Il participe avec ce régiment à la protection des unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise. Jusqu'en juillet 1915, il garde des prisonniers ennemis et surveille les terrains des unités d'aviation.

Il est placé en sursis de rappel 31 octobre 1915 et reprend son emploi de charpentier à bateaux à Billancourt au service de navigation de la Seine. Mais avec la pénurie d'hommes, il est rappelé au 30^{ème} RIT en juillet 1916. Il servira en Champagne jusqu'en 1918 où il sera employé aux travaux des voies de communication et au transport des blessés et des munitions. Il sera définitivement libéré des obligations militaires en février 1919.

LALLOUETTE Henri Jules

Il est né le 25 octobre 1883 à Compiègne et n'a vécu que sept années à Clairoix avant la guerre. Père de trois enfants, il est directeur en maçonnerie à Épinay-sur-Seine au déclenchement de la guerre. Il est le fils de feu Charles Théodore, Arsène et de Marie Angèle Vincent, domiciliée à Compiègne.

Il est rappelé le 4 août 1914 au 54^{ème} RI, au camp de Royallieu et est affecté à la 17^{ème} Compagnie du régiment. Il est engagé dans la retraite face à la grande offensive allemande. Puis il participe à la contre-offensive de la Marne en septembre dans le secteur de Vaux-Marie puis dans la Woëvre aux Épargnes.

Le 9 février 1915, il est nommé caporal et passe au 80^{ème} RI. Au sein de ce régiment, il est engagé en Champagne, notamment à Mesnil-les-Hurlus, secteur où l'armée française subit une saignée importante en s'emparant de positions dominantes et de quelques dizaines de mètres de tranchées ennemies.

Le 31 juillet 1915, il est nommé sergent-fourrier. En septembre, toujours dans le même secteur, il est engagé dans la « Main de Massiges » et la « Butte de Tahure ». En 1916, le régiment est envoyé à Verdun et en Argonne en fin d'année.

De janvier à juin 1917, il est à nouveau sur Verdun et se bat sur la cote 304. La cote 304 va être une période pénible et sanglante. Le régiment va occuper le « quartier du Bec », secteur complètement bouleversé, où les Allemands vont prononcer une offensive puissante précédée d'une canonnade importante.

De nombreux hommes y laisseront leur vie ou leur santé. Mais d'août à septembre, le régiment sera quand même envoyé dans un autre secteur non moins célèbre, au « Mort-Homme ».

Le 14 septembre 1917, passe au 27^{ème} RI. En septembre 1918, il participe à la deuxième bataille de la Marne à Sapicourt et à La Vesle, puis à la bataille de Champagne.

Henri Lalouette aura été de toutes les grandes batailles, et, à chaque fois, en sortira sans blessure physique.

Il est mis en congé d'Armistice le 31 janvier 1919 et reprend son activité dans la maçonnerie en février 1920 à Noyon, où il y a fort à faire dans la reconstruction.



La compagnie de mitrailleuse n°1 du 27^{ème} RI en 1918. Le sergent Lalouette est au deuxième rang à gauche. (Collection particulière)

LANVIN Alexandre

Né à Compiègne le 22 juin 1896, fils de feu Alexandre et de Marie Rosa Debrie, il est garçon-boucher à Clairoix au moment de son incorporation. En 1917, au cours d'une permission, il déclare son enfant à la mairie de Clairoix. Il semblerait donc qu'il n'habitait plus chez sa mère à Compiègne.

Il est incorporé le 18 avril 1915, l'âge de l'appel ayant été avancé à la suite des pénuries en combattants. Il rejoint le 154^{ème} Régiment d'Infanterie à Lérrouville dans la Meuse pour y faire ses classes, puis passe au 166^{ème} RI le 16 septembre 1916. Il est engagé dans le secteur du Quesnoy entre le Pas-de-Calais et le Nord jusqu'en février 1917.

En mars et avril 1917, il est dans le secteur de Verdun, notamment la fameuse cote 304, le bois d'Avocourt, « Le Bec » et « Les Rieux », secteurs toujours disputés.

Puis il est envoyé en Champagne jusqu'en juillet 1918 au « Mont sans nom » et les secteurs du « Téton » et du « Bois du chien ».

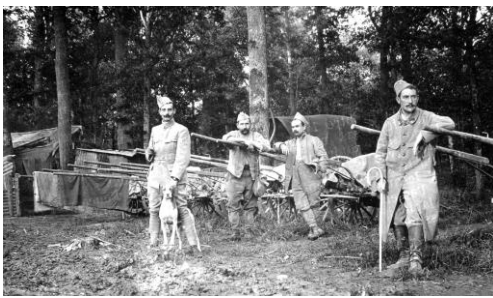
Entre temps, il passe caporal le 1^{er} juin 1918.

Le 3 juillet 1918, Alexandre Lanvin se porte avec son bataillon dans le « Bois du Chien ». Le secteur est calme jusqu'au 6 juillet où le commandement, qui annonce

une offensive imminente, envoi le 166^{ème} RI sur le secteur du « Téton ». Le général Gouraud annonce d'ailleurs : « <i>Nous pouvons être attaqués d'un moment à l'autre...vous combattrez sur un terrain que vous avez transformé en forteresse redoutable, forteresse invincible si tous les passages sont bien gardés... Le bombardement sera terrible, vous le supporterez sans faillir. L'assaut sera rude, dans un nuage de poussières de fumées et de gaz...</i> ». Des coups de main sont mis en place dans le but d'y faire des prisonniers pour recueillir du renseignement sur les forces ennemies. Le 11 juillet, l'attaque allemande est jugée imminente. Elle a lieu le 15. Au cours de cette défense dantesque, le régiment perd plus de 750 hommes, pour la grande majorité, disparus, présumés prisonniers. Alexandre, fait prisonnier, sera rapatrié le 14 décembre 1918 et rejoindra le 54^{ème} RI avant d'y être démobilisé. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 25 août 1919. En 1924, il s'installera de façon définitive à Saint-Quentin.	
LAURENT Charles Gustave Il est né à Paris le 13 février 1872. Il est le fils et orphelin de Charles et de Marie, Éléonore, Clothilde Lacaille. Terrassier dans les Chemins de fer du Nord au début, il décide de s'installer à Clairoux au début du siècle comme marchand de journaux. Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, participe à la protection des équipes du Génie qui font sauter les ponts de Compiègne devant l'avance allemande, puis garde les prisonniers et les états-majors jusqu'au début de l'année 1915. Le 25 janvier il passe au 28^{ème} RIT et assure à peu près les mêmes missions en Artois. Il rejoint ensuite l'Argonne en fin d'année, puis en 1916 le secteur de Champagne, puis celui de la Somme. Réformé temporairement pour fatigue généralisée, il finit par rejoindre son foyer à Clairoux le 25 juillet 1916.	
LAVAL Antoine Albert Né le 5 juillet 1882 à Chevrières, il est employé des Chemins de fer du Nord à Clairoux. Il est le fils de Saturnin Armand et de Marie Clémentine Herlin résidant à Chevrières. Le 2 août 1914, il est maintenu dans son emploi de temps de paix aux chemins de fer du Nord, mais sous l'uniforme et est donc astreint au règlement militaire. Il est mis en congé d'Armistice le 8 mars 1919.	
LEBAIL Auguste Gustave Né le 2 septembre 1874 à Janville. Charpentier à Clairoux depuis 1896, il est le fils d'Auguste Stanislas et de Marie Augustine Zélie Lallouette. Réformé en août 1914, il sera cependant rappelé le 4 décembre 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale où il gardera les prisonniers et les terrains d'aviation du secteur de Compiègne. Le 18 août 1915, il sera libéré du service actif par la commission de réforme de Paris du 17 août et retournera s'installer à Clairoux comme charpentier. Il décédera le 5 janvier 1920 à l'âge de 46 ans.	
LEBAIL Gustave Léopold Né le 6 octobre 1896 à Clairoux, il est le fils d'Auguste Gustave et de Blonde Justine Caron habitant Clairoux. Il est incorporé en 1915 au 8^{ème} régiment de Dragons, unité dont la mission essentielle est la protection des états-majors de campagne. Par intermittence, il séjourne au front, puis reprend des gardes et assure la protection du Gouverneur militaire de Paris. Ce régiment à cheval n'est constitué que de 750 hommes environ contrairement aux régiments d'infanterie comptant 3 000 hommes environ. En mai 1917, le 8^{ème} Dragons est engagé dans le secteur du fort de La Pompelle, à l'est de Reims. À la suite d'un bombardement intense, il se retranche dans le fort. Les hommes sont touchés par des obus toxiques. Puis le régiment se regroupe vers Reims pour reprendre position dans des tranchées au nord de cette ville. Mais sa mission étant de protéger les états-majors, en juin, l'unité rejoint le 2^{ème} bataillon divisionnaire chargé de la protection du Gouverneur militaire de Paris. Il est ensuite amené à assurer la protection d'États-majors sur les positions avancées du front, notamment dans le secteur de Reims. Ce qui l'amène très souvent à se retrouver dans les tranchées, à assurer une protection à l'aide de mitrailleuses et à être régulièrement bombardé par l'artillerie et l'aviation ennemies.	  Médaille remise à la famille à

Il est engagé dans la bataille des Monts de Flandre de fin avril jusqu'en octobre 1918 où l'unité subit des pertes importantes. Alors que Gustave Lebaill est engagé dans le secteur de la Lys en octobre 1918, il tombe subitement malade et est évacué vers Compiègne. Il décède de la grippe espagnole le 24 octobre 1918 à l'ambulance n° 10/4 de Compiègne. Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.	titre posthume.
LEBLOND Léon Henri Né le 23 mars 1894 à Montcannet dans l'Aisne, il est le fils de Jules Octave et de Valérie Alavoine résidant à Clairoux. Il est employé de bureau au moment de son incorporation au 132^{ème} Régiment d'Infanterie de Reims le 26 juin 1914. Le 27 mai 1915, il rejoint le 71^{ème} Régiment d'Infanterie en Artois où celui-ci est engagé. D'août à novembre il se bat en Argonne. En 1916 il doit rejoindre de toute urgence Verdun à la suite de l'offensive allemande et se place dans le secteur du Bois d'Avocourt et Cumières pour contenir l'assaut. Léon Leblond passe caporal le 21 avril 1916. Puis c'est le secteur du Mort Homme. Le 7 août, le régiment s'embarque pour Nixeville et reçoit à cette occasion deux jours de vivres. Mauvais signe. Il doit dégager deux ouvrages tenus par l'ennemi. Le 8 août, il monte à l'assaut et un combat au corps à corps s'ensuit. L'ennemi commence à céder mais déclenche un violent tir d'artillerie. Léon Leblond est blessé à Fleury par des brûlures aux mains et à la face provoquées par des obus au gaz. Il est évacué vers l'arrière pour y recevoir des soins. Rétabli, en décembre, il rejoint le front de Champagne. En 1917, il est engagé dans les combats sans fin de la Somme. La troupe gronde... Le 1^{er} mars 1917, sur décision du Général de la 19^{ème} Division, il est muté au 48^{ème} Régiment d'infanterie et est cassé de son grade le 1^{er} avril 1917. Il arrive dans cette nouvelle unité le 6 mars au soir en même temps que les renforts (environ 170 hommes). Dans ce nouveau régiment, servant le fusil-mitrailleur Chauchat, il est engagé dans la Marne. Le régiment se prépare le 3 mai à prononcer une attaque sur le Mont Cornillet. Léon Leblond, qui appartient à la compagnie de réserve d'un bataillon se distingue. En effet, lorsque les bataillons s'élancent pour prendre le Mont Cornillet par l'est et par l'ouest, les Français sont bloqués par de puissants tirs de mitrailleuses allemandes. C'est à ce moment précis que l'ennemi choisit de lancer une contre-attaque. La compagnie de réserve intervient, et par un puissant feu de mitrailleuses et de fusils mitrailleurs, bloquent la contre-attaque et parvient à recueillir les unités amies. Le régiment perd dans cette action 8 officiers et 850 hommes. Il est cité par ordre du régiment n° 501 : « <i>Excellent soldat, 27 mois de front le 4 mai 1917, a largement contribué à repousser une contre-attaque ennemie par une utilisation intelligente de son fusil-mitrailleur.</i> » Pour ses mérites, il reprend son grade de caporal le 29 novembre 1917 et se trouve engagé dans les combats des Éparges. Puis c'est Verdun suivi d'un combat dans les secteurs de la « Cote du Poivre » et de la « Cote 344 ». Engagé dans les combats de Woëvre, il est nommé sergent le 1er mars 1918 et, de nouveau, se distingue dans le secteur de Ranzières. Cité à l'ordre du régiment n° 750 le 27 avril 1918 : « <i>Calme, énergique et brave, s'est particulièrement distingué au cours d'une attaque allemande précédée d'un bombardement intense, avec sa demi-section par sa maîtrise et son entrain, a puissamment contribué à enrayer l'attaque.</i> » Il combat dans l'Aisne, secteur de Nampcel, et de Soissons. Le 7 avril, le 2^{ème} bataillon détache deux sections au village du bac d'Arblincourt sur l'autre rive. À 9h45, le détachement est violemment attaqué par des forces en nombre supérieur. Le détachement s'est retiré en luttant pied à pied et parvient à rejoindre le pont du canal. Il est recueilli par sa compagnie. Dans cette lutte, un sergent, un caporal et sept hommes sont tués, blessés ou portés disparus. Cité à l'ordre de la 19^{ème} Division d'infanterie n° 41 le 15 mai 1918 : « <i>Volontaire pour toutes les missions périlleuses, a pris part à une incursion dans les lignes ennemies, et fait preuve de fermeté et de sang-froid, en assurant sous le feu la garde d'une tête de pont. Est resté le dernier sur la rive ennemie malgré un violent tir de barrage ennemi pour assurer la rentrée du détachement d'assaut.</i> » Croix de guerre avec étoile d'argent et deux étoiles de bronze.	

Fin mai, le régiment se trouve engagé dans le secteur d'Anizy-le-Château. Il reçoit l'ordre de se replier devant l'avance allemande. Il se retrouve sur Trosly-Loire ; il doit tenir coûte que coûte ce secteur où se trouvent implantées plusieurs fermes. Le premier juin, l'effort ennemi se porte sur la ferme Thiolet. Devant la puissance de cette attaque l'ordre de repli est donné. À la fin de la journée, après les combats retardateurs, le régiment perd sept tués, 30 blessés et 148 disparus, parmi ces derniers, Léon Leblond qui vient d'être fait prisonnier. Prisonnier rapatrié le 7 janvier 1919, il est dirigé vers le 54^{ème} RI de Compiègne. Il est affecté spécial aux Chemins de fer du Nord le 10 mai 1919 à la 5^{ème} section des chemins de fer, comme expéditionnaire à Clairoux. Il est mis en congé d'Armistice le 11 octobre 1919. Il deviendra après la guerre représentant de commerce. Il reçoit la médaille Médaille Militaire le 13 avril 1921.	
LEBLOND Louis Jules Né le 14 février 1885 à Essigny-le-Grand (Aisne), il est chauffeur mécanicien à Clairoux depuis 1909. Il est le fils de Jules Octave et de Marie, Valérie, Berthe Allavoine, résidant à Ressons-sur-Matz. Compte tenu de sa formation professionnelle, il est classé depuis 1910 affecté spécial aux Chemins de fer du Nord. Le 20 août 1914, il est mobilisé à la 5^{ème} section des Chemins de fer du Nord. Il est mis en congé d'Armistice le 11 novembre 1918.	
LECLERC Louis Émile Né le 22 mai 1867 à Clairoux, domestique à Venette, il se réinstalle à Clairoux le 16 mai 1914. Il est le fils de Louis Thierry et de Victorine Amélie Delassalle résidant à Clairoux. Il est mobilisé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale en 1914. Il n'avait jamais fait son service militaire, exempté en raison d'une très mauvaise dentition. Il est probable qu'il ait été mobilisé après le passage des Allemands à Clairoux entre septembre et la fin de l'année 1914. Comme ses collègues du 13^{ème} RIT, il sera chargé de la garde de terrains d'aviation ou d'états-majors. Il a été probablement exempté au cours du conflit. Il sera de toute façon démobilisé définitivement le 30 novembre 1918.	
LEFEVRE René Augustin Né le 29 octobre 1896 à Compiègne, Il est mécanicien ajusteur habite chez ses parents à Clairoux, et, est le fils de Jules Augustin et de Honorine Sophie Lesueur. Il est incorporé le 27 mai 1913 au 8^{ème} Régiment du Génie. Le 2 août 1914, il est affecté à la compagnie télégraphique de la 5^{ème} Armée. La mission principale du 8^{ème} Génie est de préparer la mobilisation de tous les régiments du Génie. Pour ce faire, il concentre en un lieu tous les transmetteurs civils comme René. L'action des sapeurs télégraphistes au cours de la guerre est particulièrement héroïque. Les sapeurs doivent dérouler les câbles sous le feu et sous les tirs d'artillerie. Ils suivent les troupes de première ligne, et réparent les fils et les câbles coupés par les obus. À ce titre, les sacrifices et les pertes sont importantes. Le régiment perd 1 500 tués et 6 000 blessés sur la totalité des 55 000 hommes passés dans ce régiment pendant toute la période de la guerre. Le régiment se distingue particulièrement en Flandres en 1915, à Verdun et dans la Somme en 1916 et en 1917 dans le secteur de la Malmaison. Il est nommé maître-ouvrier le 14 février 1917 et passe au grade de caporal le 25 août de la même année. Il est mis en congé d'Armistice le 13 août 1919 et se retire à Clairoux.	
LEGENTIL Prosper Jean Marie Né le 16 août 1869 à Saint Samson dans le Morbihan, fils de Joseph et Marie Louise Glais, Prosper est meunier à Clairoux depuis 1904 et garde moulin au Moulin des Avenelles chez M. Bienaimé. Il aurait dû être rappelé au 85^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Vannes. Mais comme meunier, il est maintenu dans ses fonctions en attente de décision au sursis d'appel propre à cette profession vitale pour le ravitaillement des civils et des militaires. Il est sans doute le dernier meunier de Clairoux. Entre-temps, il rejoint le 85^{ème} RIT de Vannes le 15 avril 1915.	

Il est alors sur le front en Lorraine à Brouville et Merviller, le plus souvent pour assurer la garde des ponts du secteur et l'aménagement de tranchées. La décision interviendra finalement en octobre 1915, et il devra rejoindre la coopérative agricole d'Auray en Bretagne au titre d'une affectation spéciale pour assurer le réapprovisionnement des troupes. Ce sursis sera reconduit jusqu'en décembre 1918, mais il sera libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918. Après la guerre, il finira sa vie professionnelle au grand moulin de Saint Denis près de Paris.	
LEGRAND Élie Jean Léon Né le 19 novembre 1884 à Vandélicourt, il est cultivateur. Il s'installe à Clairoux en janvier 1912. Il est le fils de Jean François et de Marie Catherine Bouchez résidant à Vandélicourt. Il est rappelé le 3 août 1914 au 29^{ème} Régiment d'Artillerie de Laon, 10^{ème} Batterie. Il se replie en août 1914 et quitte son casernement qui sera investi par l'armée allemande. En 1915, il est engagé dans la bataille de Champagne à Aubérive et en 1916 dans la bataille de la Somme à Rancourt et Belloy-en-Santerre. Le 1^{er} janvier 1917, il passe au 46^{ème} Régiment d'Artillerie à Châlons-sur-Marne et est affecté à la 34^{ème} Batterie. Il est engagé en Argonne puis dans l'Aisne. Le 1^{er} avril 1917 le 46^{ème} RAC est refondu et passe au 268^{ème} Régiment d'Artillerie (43^{ème} Batterie), qui est transformé en artillerie portée tirée par tracteurs. Il est engagé à Verdun, puis en Lorraine en 1918. Élie Legrand rejoint la 1^{ère} colonne de ravitaillement le 24 février 1918. Son rôle est de convoier les munitions au plus près des pièces mises en batterie et faisant feu sur l'ennemi. En juin, il participe à la défense de la tête de pont de Compiègne, puis est engagé dans l'offensive de Roye. Dirigé vers la Champagne, le conflit s'arrête-là quand le régiment apprend la signature de l'Armistice le 11 novembre 1918. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 18 mars 1919.	 Au repos, entre les batailles de Champagne et de la Somme, Élie Legrand et ses camarades se sont fait photographier avec leur capitaine. (Collection particulière)
LEGRAND Eugène Né le 28 octobre 1869 à Pimprez, il est cocher de profession. Il s'installe à Clairoux vers 1910 lorsqu'il commence à travailler à la compagnie des Chemins de fer du Nord. Il est le fils de Jean Baptiste Henri et d'Anna Delenne résidant à Pimprez. En raison de nombreuses varices, il est exempté du service militaire en 1889. En 1913, il s'installe à Compiègne pour se rapprocher de son lieu de travail. Au moment du déclenchement de la grande guerre en août 1914, il est mobilisé dans les services auxiliaires par décision de la commission de réforme de Compiègne le 25 novembre 1914. Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.	
LEGRANGER Théophile Ernest Né le 5 janvier 1867 à Clairoux, il est cultivateur. Fils de François Théophile et de Marie Geneviève Aglaé Luisin, résidant à Clairoux, ils sont cultivateurs de père en fils. Il est inapte au service militaire (perte de dentition et caries à presque toutes les dents), il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 29 novembre 1914 à la suite de la décision du conseil de révision. Au sein de ce régiment, il assure la garde des prisonniers allemands et la protection de terrains d'aviations et d'états-majors dans le secteur de Compiègne. À la dissolution de ce régiment, il sera versé dans les services auxiliaires. Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.	
LEMAIRE Fortuné Charles Né le 13 septembre 1898 à Montmacq, il est ouvrier à Clairoux au moment de son incorporation. Il est le fils de feu Alfred et d'Amélie Lépine, résidente à Clairoux.	

Le 18 avril 1917, il est appelé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie pour faire ses classes, puis est versé au 101^{ème} Régiment d'Infanterie le 19 décembre 1917.
En juin 1917, le 67^{ème} RI refuse d'embarquer dans les camions partant au front. Mais étant à la compagnie d'instruction Fortuné n'est pas concerné par ce mouvement de mutinerie.

Fin décembre, il rejoint le secteur de la Marne au secteur du « Mont Haut ». Puis en 1918, il combat en Champagne, dans les secteurs dits de « La cage à poule » et du « Téton ».

Le 17 avril 1918, il passe au 102^{ème} Régiment d'Infanterie. Il est envoyé au Mont Kemmel en Belgique.

Le 22 mai 1918, le 102^{ème} RI relève le 12^{ème} Groupe de Chasseurs à pieds dans le secteur sud dit de Scherpenberg. À partir du 24, le régiment est continuellement bombardé d'obus à gaz. Les pertes sont nombreuses (27 tués, 93 blessés et 2 disparus). Elles s'ajoutent à celles du mois d'avril. Mais le sort a épargné Fortuné.

Le 26 mai, nouveaux bombardements violents d'obus explosifs et d'obus à gaz. Nouvelles pertes (183 blessés). Le 27, un bombardement de forte intensité précède l'attaque ennemie. Mais le « 102 » tient la ligne. Au 28 mai, les pertes sont encore très importantes (plusieurs dizaines de tués et centaines de blessés). Pour le moment, l'attaque allemande est contenue mais les bombardements continuent et font chaque jour une dizaine de pertes.

C'est au cours d'une relève que, le 23 juin, le 2^{ème} Classe Fortuné Lemaire, de la 3^{ème} Compagnie est tué par un obus.

Cité à l'ordre du régiment n° 183 du 20 juillet 1918 : « *S'est vaillamment comporté, a continué à donner ensuite chaque jour de nouvelles preuves de courage, est mort à son poste en accomplissant bravement son devoir.* »

Croix de Guerre avec étoile de bronze.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix



Médaille remise à la mère à titre posthume.

LEMOINE Jean Louis

Né à Clairoix le 9 septembre 1881, il est peintre en bâtiments à Clairoix. Fils de feu Jean Baptiste et de Marie Virginie Autrebon résidente à Clairoix.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne.

Pendant ce laps de temps, il défend les unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise dont ceux de Compiègne. Après le repli, il participe à la garde d'état-major, au filtrage aux ponts et à la garde de prisonniers, ainsi qu'à la surveillance de terrains d'aviation.

Il passe au 20^{ème} Escadron du Train le 20 janvier 1916 et sert au service auto du 13^{ème} Régiment d'Artillerie engagé près de Xirocourt en Meurthe et Moselle. Il est chargé de convoier munitions, obus et vivres pour l'unité.

À partir du mois de mars, l'escadron du train est engagé sur le front de Verdun. Le convoyage s'effectue, de jour comme de nuit, sous des tirs intenses d'artillerie.

En avril 1916, Jean Louis Lemoine est dans la Somme, puis en Artois.

Il passe au 4^{ème} Escadron du Train le 1^{er} juillet 1917, unité qui part à Lyon en septembre 1917 en vue d'être préparée pour l'Armée d'Orient. Il embarque le 24 décembre à Marseille pour Salonique.

Sur place, Jean Louis Lemoine passe au 15^{ème} Train (convoyage d'obus et de matériels d'artillerie) en décembre 1917 et en janvier 1918, il entre à la section de munitions n°195. Il est chargé de convoier des obus par camion au profit des unités d'artillerie engagée en Macédoine.

Il rentre en France le 21 janvier 1919 et est mis en congé illimité d'Armistice deux jours plus tard.



LEMOINE Lucien Auguste dit Jules

Il est né le 22 octobre 1878 à Clairoix et est peintre en bâtiments. Il est le frère aîné de Jean Louis. Il réside à Parigné-l'Évêque dans la Sarthe.

Exempté au début de la guerre, il est classé « bon pour le service » au conseil de révision le 20 décembre 1914. Il rejoint le 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne au mois de décembre.

Le 8 juillet 1915 il passe au 154^{ème} RI. Ce régiment se remet des bombardements où il était stationné en Argonne quand Jules Lemoine rejoint sa nouvelle unité. Le régiment, qui est engagé en septembre à Saint Souplet près de Reims, aménage les tranchées de premières lignes sous de violents bombardements ennemis. Les pertes



sont quotidiennes. Le 23 septembre, le régiment se prépare pour l'attaque dans la région nord de Souain ; le 25, tous les bataillons sont sur leur parallèle de départ. À 6h, la préparation d'artillerie française commence. À 9h15, l'assaut est donné. Les pertes sont sensibles, car les bataillons sont pris sous le feu de mitrailleuses placées en enfilade dans les terrains bouleversés par l'artillerie. Malgré tout le bataillon parvient aux tranchées allemandes. Vers 14h, le régiment tient la ligne mais compte 74 tués, 359 blessés et 241 disparus. Un commandant, deux capitaines et huit lieutenants viennent d'être tués dans cette attaque, et quinze autres officiers ont été blessés. Le terrain est remis en ordre. Le 26, le régiment doit être relevé. Les bombardements ne font qu'un mort et deux blessés, parmi ces derniers, Jules Lemoine qui vient d'être soufflé par un obus. L'ayant projeté, il a une fracture du doigt de la main gauche et une plaie par éclat d'obus. Le 9 mai 1916, il passe à la 17^{ème} Compagnie du 332^{ème} RI pour compléter les effectifs de cette unité. Ce régiment, qui est engagé dans la Meuse à Sivry-la-Perche, se remet tout juste des terribles pertes subies au cours des combats du 23 au 25 avril et du 3 et 4 mai 1916. Il est au cantonnement à l'arrière. Le samedi 20 mai, le régiment reçoit l'ordre de relever le 1^{er} RI à minuit. En fait, il ne trouve que des débris de régiment et doit se préparer à lancer une attaque. L'artillerie allemande lance un tir de barrage puissant mais n'empêche pas au régiment de progresser sous le tir des mitrailleuses et des fusils ennemis. La ligne de tranchées qu'il doit rejoindre n'existe plus. Les hommes doivent maintenir leur position dans des trous d'obus, pilonnés par l'artillerie allemande. Lemoine Jules est blessé au Mort-Homme par un éclat d'obus, il est évacué et subit l'amputation du pouce de la main gauche. Mais le terrain est conquis au prix de 32 tués, 115 blessés et de 28 disparus, avancée qui permettra de prendre les positions suivantes. Soigné, le 4 août 1916, il passe en commission de réforme, puis retourne chez lui dans la Sarthe et recevra une pension d'invalidité.	
--	--

L'école à Clairoix et les cahiers de Mireille

Tandis que les garçons reprennent le chemin de l'école, les deux classes, filles et garçons, abordent un enseignement public dicté par les événements.

Mireille Dutilloy, qui est née à Clairoix en 1906, a donc 8 ans au début du conflit. Les cahiers scolaires de Mireille constituent une archive particulièrement intéressante pour apprécier la teneur des cours dispensés en cette période de guerre. Les exemples de sa famille vont en inspirer la rédaction.

Son père, Eugène Dutilloy, est mobilisé au 13^{ème} RIT dans un premier temps, puis en raison de faiblesses physiques, il sera dirigé vers les commis ouvriers militaires. Il sera blessé en manipulant maladroitement une munition - voir la notice historique clairoisienne n° 9 *1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (A à D)*.

Mireille, fille unique, n'a pas de frère au front, mais des oncles mobilisés, notamment Charles, le plus jeune, de 10 ans son aîné, comme un frère, appelé en avril 1915 au 67^{ème} RI. Il sera cité en 1917 et blessé deux fois en 1916 et 1918.

Mais revenons à la situation de l'école à Clairoix en cette rentrée 1915. Une solution semble avoir été trouvée pour l'école des garçons. Rappelons que l'instituteur, M. Adolphe Bergès, originaire du Gers, exerçant à Clairoix depuis 1909, avait été rappelé le 3 août 1914 au 288^{ème} RI (notice n°9). La classe des garçons était restée sans maître d'école depuis septembre 1914. Les gamins parcouraient les rues de Clairoix, pour certains, livrés à eux-mêmes, traînant de bivouacs militaires en zones de cantonnement, y apprenant le langage peu châtié de la troupe. Parfois se livraient-ils, l'oisiveté aidant, à quelque rapine et chapardage ? D'autres étaient pris d'une main plus ferme. Une aubaine pour les vieux agriculteurs qui purent disposer d'une main d'œuvre comme à la « grande époque » d'avant l'école de Jules Ferry. En somme, pris en main ou pas, l'ensemble de l'édifice de l'enseignement des garçons de délitait. Une solution devait être trouvée.

Adolphe Bergès avait été blessé grièvement en août 1914. Après un séjour à l'hôpital, il avait probablement pu bénéficier de congés de convalescence, et probablement de permissions, puisque celles-ci commençaient à être accordées à compter de l'été 1915. Avant qu'il ne rejoigne son corps en février 1916, il put probablement durant sa convalescence aider le maire dans la recherche d'une solution durable pour l'école des garçons.

Avant la guerre, M. Bergès, en sa qualité d'instituteur, secondait le maire. Dans cette tâche, il était amené à travailler régulièrement avec M. Jules Grosmangin, le secrétaire de mairie, et à côtoyer ses enfants, dont la petite Germaine.

Ainsi apprend-on incidemment dans le Progrès de l'Oise du 7 octobre 1915, dans la rubrique des quêtes pour les œuvres au profit des soldats, que Mademoiselle Germaine Grosmangin, est devenue institutrice à l'âge de 21 ans.

Les deux écoles de Clairoix semblent donc en cette rentrée 1915 disposer de deux institutrices, Mme Châtelain pour l'école des filles et Mlle Grosmangin pour l'école des garçons. Le fait que son frère aîné, Paul Grosmangin, serve sur le front dans l'artillerie lourde, ayant déjà été blessé en 1914, et se trouvant au même moment en Artois, puis à Verdun en 1916, devait impressionner plus d'un garçon. Et c'est en connaissance de cause qu'elle pouvait s'exprimer et aborder le début des cours par une situation générale du conflit en y apportant une touche personnelle, probablement écoutée religieusement par ces chères petites têtes blondes et brunes.

Comment, au quotidien, se déroulait le cours d'une classe d'école en cette difficile période de guerre ? Quelles étaient les directives du Ministère de l'instruction publique ?



La nouvelle école apparaît en bas à droite sur cette prise de vue aérienne un peu floue. Seulement un à deux mètres de mur s'élèvent. (Collection SHD)

Au déclenchement de la guerre, les classes des filles et garçons étaient séparées. En 1915, celle des filles se trouve encore rue de l'église, deuxième maison en montant à droite à partir de la rue Germaine Sibien, et celle des garçons se situe dans l'actuelle rue Germaine Sibien (rue Saint-Simon en 1914) et au rez-de-chaussée de la mairie de l'époque. Le maire, homme de son temps, disions-nous, lança avant le début du conflit la construction d'une école plus vaste et regroupant dans un même bâtiment ces deux entités, qui, toutefois restaient séparées. Les travaux furent interrompus avec l'entrée en guerre et notamment avec le rappel sous les drapeaux du maître d'œuvre (M. Chatrieux) et

des maçons du secteur. Les fondations étaient posées. Un mur d'environ deux mètres de haut sortait de terre et restera figé jusqu'au début des années 20.

Avec le conflit en cours, le programme général reste le même. Mais de 1915 à 1918, l'enseignement va subir une véritable inflexion patriotique.

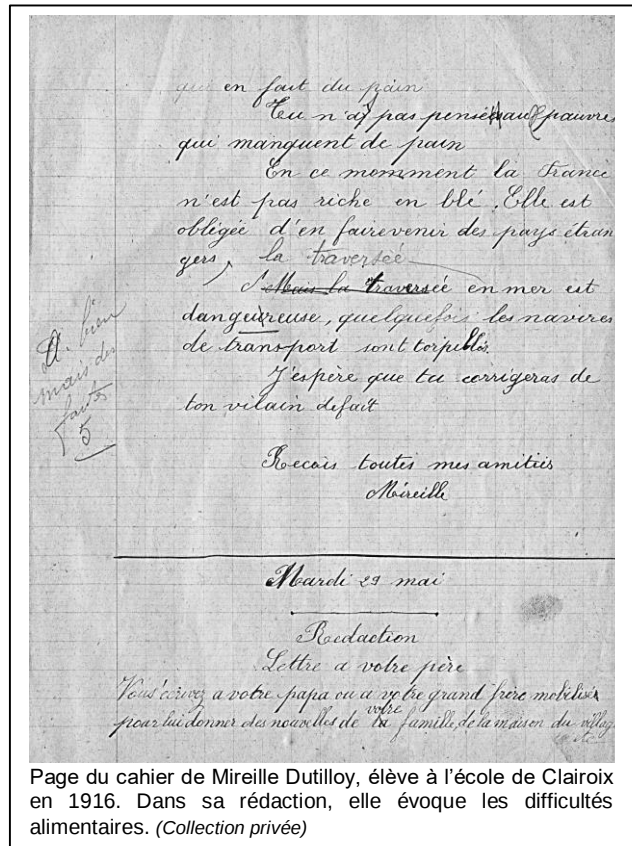
Les journées de l'école au rythme des batailles

En effet, chaque jour, les institutrices lisent le communiqué de l'État-major et le commentent à l'aide des cartes de géographie dont elles disposent. Plus particulièrement elles insistent sur les cours d'instruction civique où sont mis en valeur les « beaux exemples de nos soldats » comme « le courage, le respect de la parole donnée, la loyauté, l'honneur », et bien évidemment, « le culte du Drapeau et l'amour de la Patrie ».

La définition de la Patrie reflète parfaitement l'état d'esprit qui permettra à « l'arrière » de tenir. Voici ce qui est développé et récité à l'école : « La Patrie c'est le pays où l'on est né ou auquel on appartient en tant que citoyen ; c'est l'ensemble de nos parents, de nos amis, de tous ceux qui parlent notre langue, obéissent aux mêmes lois ; c'est la terre où nous voulons vivre, travailler et mourir. »

Mais aussi cette inflexion est portée sur la pénurie des vivres, et incite, par la réflexion, l'écolier à lutter contre le gaspillage de la nourriture et notamment du pain au travers de diverses rédactions rédigées en classe.

Alors que le contingent militaire de 1915 est appelé dès le 13 décembre 1914, le Noël aux armées est l'occasion d'organiser une nouvelle quête dans le but de fournir « des vêtements contre le froid pour les combattants ». Si cette œuvre lancée aux enfants de France s'applique à peu près partout dans les départements épargnés par la guerre, rien n'est mentionné pour Clairoux qui vit à l'heure de la pénurie alimentaire qui frappe la région (agriculteurs mobilisés, réquisitions allemandes puis françaises pour les armées...). Néanmoins, avec l'énergie déployée par quelques personnes du village, la nièce du comte de Comminges, l'institutrice et Mademoiselle Germaine Sibien, il est permis de penser que ces actions encourageaient les classes des écoles de Clairoux à s'impliquer davantage.



Page du cahier de Mireille Dutilloy, élève à l'école de Clairoux en 1916. Dans sa rédaction, elle évoque les difficultés alimentaires. (Collection privée)

En 1915, alors que la guerre se prolonge et que le conflit semble entrer dans la durée, le moral de la population doit tenir. Les journées patriotiques scandent l'année scolaire 1915. Une circulaire de l'inspection académique demande aux instituteurs de participer aux œuvres de guerre et d'effectuer des quêtes. L'histoire de la Serbie (alliée de la France) apparaît également au programme. L'initiative est ministérielle, l'histoire de ce peuple doit faire l'objet de « causeries » et être suivie de quêtes.

Les quêtes sont multiples. La journée des éprouvés de la guerre, réalisée en octobre 1915, rapporte 300 francs, une somme énorme pour l'époque, ramenée à la population de Clairoux. Parmi les généreuses quêteuses se trouve Mademoiselle Grosmangin, qui pourrait, de son côté, avoir sollicité les parents en sensibilisant les écoliers du village.

Par ailleurs, dans plusieurs communes de France, en 1916, l'idée de M. Jean Richepin, poète et candidat radical socialiste dans l'Aisne avant la guerre, consistait à graver sur une plaque de marbre les noms des enfants du pays tombés au champ d'honneur. Mais, selon plusieurs journaux des années 1915 et 1916 (Le Souvenir – L'Éclair – Le Gaulois...), à Clairoux, sans attendre l'idée de Richepin, elle a déjà été mise en exécution, comme le prouve la belle lettre suivante qu'a adressée le comte de Comminges aux éditorialistes :

« La municipalité que j'ai l'honneur de présider n'a pas attendu d'exhortations pour voter, dès 1915, un crédit suffisant destiné à l'achat et à la pose d'une plaque de marbre où seront gravés en lettres d'or les noms des habitants de la commune morts pour la Patrie.

Cette plaque sera fixée sur le mur de l'école.

Nos enfants, en passant, y liront tous les jours les noms de leurs aînés dont l'exemple restera fécond au cours des destinées immortelles de la France.

À mon humble avis, « sur l'école » vaut mieux que « sur la maison ». La maison passe de mains en mains et peut disparaître. L'école demeure. La maison peut être vide d'habitants et quelquefois mal famée. L'école aura toujours son instituteur. Celui-ci, nous n'en doutons pas, saura toujours, désormais, inspirer à ses élèves le culte de la patrie, de ses soldats, de ses morts héroïques et du drapeau. »

Il semble, en effet, que M. de Comminges et son conseil municipal trouvèrent dès la fin 1915 la vraie formule et c'est sur le fronton de l'école qu'est apposée la plaque commémorative de l'héroïsme français. Pour le comte, il ne saurait y avoir de meilleur enseignement patriotique. Aujourd'hui, en 2016, cette plaque se trouve fixée dans la salle du conseil de la mairie.

L'année 1916 confirme cet enseignement. La bataille suprême est engagée à Verdun. Les institutrices de Clairoix, comme dans de nombreuses villes et villages de France, ne cessent de recevoir des circulaires de l'inspection académique afin de relayer les consignes ministérielles auprès de la population et d'aider à la réalisation d'œuvres d'entraide.

Le rythme et le contenu scolaire en sont modifiés. La guerre se prolonge et ne débouche sur aucune victoire significative. L'arrière doit tenir et les enseignants constituent alors un relais efficace pour la propagande, les collectes et l'organisation de journées aux œuvres d'entraide.

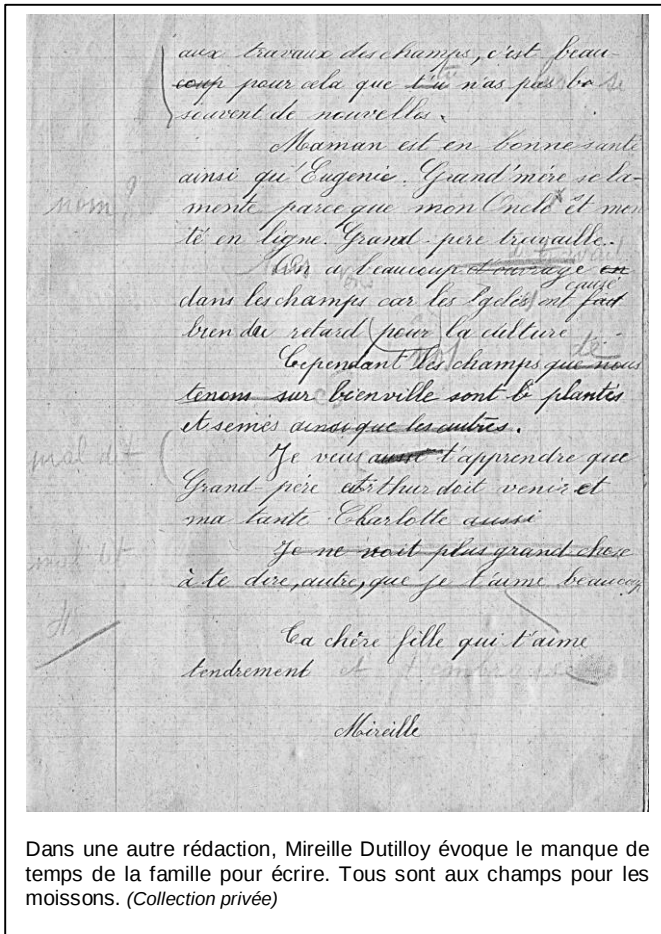
À l'été 1916, les enfants des écoles peuvent collaborer aux travaux des champs et demander une dispense (Progrès de l'Oise du 3 juin 1916). Clairoix étant une commune largement rurale, le rôle de ces institutrices dans la mobilisation de l'arrière apparaît primordial.

Les nouvelles de leur ancien instituteur, M. Bergès, où le régiment perd le quart de ses effectifs dans la bataille de Verdun, symbolise aux yeux des écoliers l'engagement patriotique de ces instituteurs et vient conforter l'engagement des pères ou frères des écoliers partis à la guerre. Le rôle des institutrices en exercice s'en trouve renforcé. Il ne peut en être autrement, sinon à être considéré comme un acte de défaitisme. Le rôle de l'école apparaît important, comme le confirme Paul Crouzet, directeur de cabinet de l'instruction publique depuis 1914. Dans un éditorial de 1917, écrivant : « *Si c'est l'École allemande qui nous a vaincus en 1870, c'est l'union de l'École et de la Vie, en Allemagne, qui nous rend si dure et si coûteuse la victoire depuis le 2 août 1914* ».

L'année 1917 apparaît comme l'année de tous les dangers. Le moral à l'arrière faiblit. Des mutineries apparaissent ici et là dans les usines, des refus dans les régiments, en France, comme en Allemagne d'ailleurs. La Russie, de son côté, sombre dans la révolution. Le rôle des instituteurs ne peut qu'être renforcé. Et c'est probablement, entre autres, ce qui a permis à la France de l'arrière, comme à celle de l'avant, de ne pas basculer dans la rébellion.

En parcourant le cahier de la jeune Mireille Dutilloy, élève chez Mme Châtelain, il apparaît nettement une pénurie de fournitures scolaires, d'encre, de cahiers... On réutilise les cahiers des années d'avant-guerre, où les quelques pages de 1906, restées encore blanches, sont réutilisées en 1917.

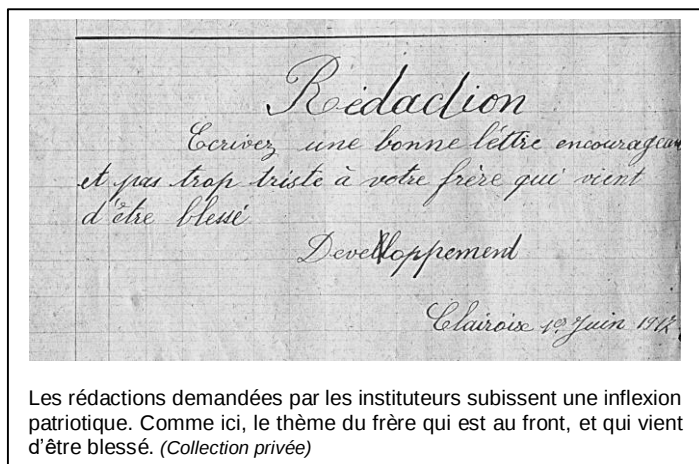
Alors qu'à l'été 1917 l'armée allemande se retire au-delà de Noyon, les nouvelles sont loin d'être réconfortantes. La révolution russe et la disparition du front de l'est permettent aux Allemands de renforcer les forces à l'ouest. Seule la présence des Américains (le débarquement des troupes à Nantes, une logistique nouvelle et importante, un hôpital au château d'Annel, des ambulances conduites par de nombreuses femmes, volontaires de la Croix-Rouge américaine et anglaise...) apporte un espoir, qui transparaît dans les pages du cahier de Mireille.



Le sergent Bergès est de nouveau blessé au Chemin des Dames. Intoxiqué le 20 octobre 1917, il est évacué. Mis en congé de dispense, il ne rejoindra son corps qu'en mars 1918. Il incarne aux yeux des écoliers le courage et l'honneur. Ainsi dès le début de l'année 1917, certains devoirs manifestaient le soutien aux blessés (pères ou frères), comme le prouve encore le cahier de Mireille.

Au cours de l'année 1918, Mademoiselle Dessenon, institutrice à Roye-sur-Matz, sera déléguée à l'école de Clairoix. Viendra-t-elle en renfort auprès des institutrices Mme Châtelain et Mlle Grosmangin ? C'est probable. Avec l'offensive allemande, les habitants de la vallée du Matz se réfugieront vers le sud, aux alentours de Compiègne. Il faudra donc prêter main forte aux institutrices dont les classes se trouvent temporairement surchargées d'élèves. Avant qu'eux-mêmes, réfugiés, une nouvelle fois, et habitants de Clairoix, à leur tour, s'exilent... Mais c'est une autre histoire que nous aborderons dans un prochain numéro.

Quant aux programmes scolaires, ils seront fortement influencés par l'épreuve de la guerre. Les Compagnons (des universitaires, diplômés de sciences politiques...) du CUN (Compagnons de l'Université Nouvelle) se lancent dans une réflexion globale et fouillée sur le rôle de l'école et son impact sur la société (bâtir une école apte à soutenir la compétition internationale, plus sociale, etc.) mais dans le but d'assurer « la fin des guerres européennes ». Probus, compagnon, sous son vrai nom Jules Corréard, veut une société plus juste, plus souple, plus ouverte aux destinées et à la liberté individuelle, une société où tout ne soit pas joué au sortir de l'école, une société qui permette la formation tout au long de la vie, dirait-on aujourd'hui, où soit permise une mobilité sociale fondée sur le mérite.



Les « L » (de Léognany à Luisin)

LÉOGNANY Édouard Né le 14 mars 1870 à Clairoix, il est pâtissier de profession. Il est le fils de François et de Flore Fauquet résidant à Clairoix. Normalement exempté du service militaire pour une cataracte, la commission de réforme de Compiègne le reclasse le 21 décembre 1914 comme bon pour le service dans les services auxiliaires. En effet, de nombreux soldats, suite aux séquelles de certaines blessures survenues au front, étaient reclassés dans les services auxiliaires des armées (Commis des ouvriers aux Armées, personnel d'états-majors, etc.). Les hommes ordinairement exemptés n'avaient plus aucune raison de rester chez eux, mais de servir au même titre que les autres. Il est libéré de toutes obligations militaires le 10 décembre 1918.	
LÉOGNANY Jean Michel Émile Né le 21 mai 1896 à Clairoix, il est boucher au moment de son incorporation. Fils d'Édouard et de Marie Charlotte Leclère, tous deux résidant à Clairoix. Appelé au 154^{ème} RI par anticipation le 11 avril 1915 où il effectue ses classes, il est affecté le 16 septembre 1916 au 166^{ème} Régiment d'Infanterie. Il est engagé dans le secteur du Quesnoy jusqu'en février 1917. Puis en mars 1917, il est envoyé dans le secteur de Verdun, notamment dans les combats de la Cote 304, du « Bois d'Avocourt », des secteurs « Le Bec » et « Le Rieux ». Puis en mai 1917, il reste sur le front de Champagne jusqu'en mai 1918, notamment au « Mont sans nom » en juillet 1918. Les Allemands ont déclenché l'offensive du Matz. Son régiment est envoyé dans l'Oise pour mener la contre-offensive à Quierzy, puis à Manicamp. Le 29 août, le régiment se porte sur l'Ailette dans l'Aisne et subit des pertes sensibles. Cependant, il reçoit l'ordre d'engager une deuxième offensive sur les carrières de Bernargousses, non loin des deux bras de l'Ailette. Dès le 30 août, le 3^{ème} bataillon se porte en avant. Lorsque les premiers éléments du régiment arrivent à 200 mètres du Bois Daast, la compagnie de tête est arrêtée par le feu des mitrailleuses allemandes. Son flanc est à découvert. La compagnie qui la suivait, arrive au niveau du Bois des Marterelles, et est également fixée par le tir intense des mitrailleuses. Son flanc est également à découvert. Il règne une certaine confusion. Des combats s'engagent de part et d'autre et durent jusqu'au matin du 1^{er} septembre. Les hommes du 166 doivent tenir et organiser le terrain conquis sous le feu de l'artillerie et de l'aviation allemande. Au cours de ces journées, 38 hommes sont tués, 182 blessés et 25 portés disparus, parmi ces derniers Jean Michel Léognany. Prisonnier en Allemagne, il est rapatrié le 28 décembre 1918. Il est mis en congé d'Armistice le 23 octobre 1919.	
LÉOGNANY Lucien Né le 22 novembre 1876 à Clairoix, menuisier de profession, il est le fils de François (dit Ernest) et de Flore Fauquet et le frère d'Édouard, cité plus haut. Le 13 août, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Au sein de ce régiment, il assure la garde des ponts dans le secteur de Compiègne, que le Génie se prépare à faire sauter. Il est réformé en octobre 1914. Cependant, sur décision de la commission de réforme du 15 juin 1915, il est rappelé et sert à la 22^{ème} Section des Commis Ouvriers des Armées le 29 novembre 1915, à la 20^{ème} Section des secrétaires d'états-majors le 23 janvier 1916. Il passe caporal le 1^{er} avril 1917. À compter du 5 mai 1917, il est détaché dans une entreprise parisienne jusqu'à la fin du conflit. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 8 février 1919.	
LÉOGNANY Michel Né le 24 octobre 1867 à Clairoix, il est employé au service des contributions directes. Il est le frère d'Édouard et de Lucien et le fils de François et de Flore Fauquet. Ayant servi jadis au 92^{ème} de ligne, il avait été versé dans la réserve comme Commis Ouvrier Militaire. Il y sera maintenu jusqu'en 1918.	

En effet, avec l'état de guerre, le 15 juillet 1914, après plus de 60 ans de débats sur la fiscalité, le Sénat adopte la création de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus pour subvenir aux besoins de la Nation. Mais la baisse des revenus de l'État pendant le conflit et les besoins de financement rendent nécessaire en 1916 une première application de l'impôt général sur les revenus de 1915. Son expertise, malgré son âge, sera exigée. Il est donc affecté dans la Somme au service des contributions directes, puis en Juillet 1918, sera affecté dans la Mayenne dans le même emploi. Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.	
LEPLAY Jules Narcisse Auguste Né à Compiègne le 21 juillet 1885, il est ouvrier à Clairoux au déclenchement de la guerre. Il est le fils de feu Clémentine Augustine, et d'un père inconnu. Il était exempté de tous services actifs pour un problème de vision. Cependant, il ne se présente pas à la commission de réforme du 26 septembre 1914, à laquelle il sera cependant reconnu bon pour le service. Et pour cause ! Il est déjà incorporé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie depuis le 17 septembre, alors que Clairoux vient tout juste d'être libéré de l'armée allemande. Il est toutefois maintenu dans les services auxiliaires du 54, puis passe au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 13 février 1916 puisque son état ne lui permet que d'effectuer des travaux physiques mais de ne pas combattre. Puis il passe au 122^{ème} RIT le 31 août 1916 où il est employé à construire des baraquements et à charger des munitions d'artillerie dans la Somme, puis dans la Marne, près de Reims en décembre. En 1917, il rejoint le secteur de l'Aisne et vient en soutien logistique des régiments engagés dans le combat, notamment au Chemin des Dames. Il passe au 145^{ème} RIT le 16 juillet 1917 où il accomplit la même tâche dans le secteur de Verdun. Mais le 29 septembre 1917, la commission de réforme le déclare inapte définitif à faire campagne. Il est alors retiré du front et sert dans divers services auxiliaires. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 20 février 1919. Après la guerre, il travaillera à Paris et dans le département du Nord à Bouchain, puis se réinstallera à la Planchette à Clairoux en 1931.	
LOUVET Henri Philippe Gaston Né le 20 décembre 1893 à Clairoux, il est ouvrier mécanicien aux chemins de fer du Nord. Il est le fils de Jules Alfred Florentin et de Cornélie Ambrosine Depoix résidant à Clairoux. Il est incorporé le 26 novembre 1913 au 46^{ème} Régiment d'artillerie de Campagne (RAC) à Châlons-sur-Marne. Le 2 août 1914, le régiment est projeté à Sampigny et le premier engagement armé se déroule le 22 août. Il participe à la contre-offensive de la Marne, puis à la première bataille de Champagne, notamment au fort de la Pompelle. En 1915, c'est la bataille de l'Argonne, au lieu-dit « La Gruerie », puis jusqu'en fin d'année de nouveau en Champagne. De mars à juin 1916, Henri Louvet est à Verdun. Spécialiste « télégraphie » du régiment d'artillerie, il se distingue, au « Mort-Homme » et dans le secteur de Cumières. Il est cité à l'ordre du régiment du 30 mars 1916 n° 157 : <i>« Très bon soldat, d'un courage, d'un sang-froid et d'un dévouement absolus sous le feu du 15 au 25 mars 1916. De jour comme de nuit, a réparé des lignes téléphoniques malgré un bombardement continu de toute la région. »</i> Puis, de septembre à octobre, il est envoyé à la bataille de la Somme. Il passe au 32^{ème} RAC le 12 octobre 1916, et est de nouveau engagé à Verdun. Nommé brigadier (caporal) le 1^{er} mars 1917, il se retrouve engagé dans l'Aisne, au secteur de la Malmaison. Il passe au 11^{ème} RAC le 1^{er} octobre 1917. Puis, il passe au 177^{ème} Régiment d'artillerie de tranchée le 1^{er} avril 1918 et c'est probablement avec l'une des batteries de ce régiment qu'il est engagé sur le front italien pour soutenir les forces italiennes en difficultés. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 19 septembre 1919 après avoir été engagé dans presque toutes les grandes batailles du front occidental.	

Il retrouve son poste de mécanicien à Clairoux le 21 septembre 1919, puis se retirera à Argenteuil (Yvelines) en 1930.	
LOUVET Jules Fidèle Henri Né le 23 mai 1890 à Villers-sur-Coudun, frère aîné d'Henri, il est garçon-boucher rue Saint-Simon. Il est le fils de Jules Alfred Florentin et de Cornélie Ambrosine Depoix résidant à Clairoux. Il est rappelé au 155^{ème} Régiment d'Infanterie de Commercy, unité qu'il avait quittée neuf mois plus tôt lors de son service militaire. L'engagement au feu débute le 22 août 1914 à Dommary, puis c'est la retraite jusqu'à la contre-offensive de la Marne. Le 7 septembre, le régiment reçoit l'ordre de reprendre l'offensive. Il se situe alors près de Courcelles sur le ravin sud de la cote 309. Mais pour le moment, le régiment reste sur la défensive en attendant l'ordre de monter à l'assaut. Le 10 à minuit, il subit une forte attaque ennemie. Après toute une nuit de fusillades, contourné, le régiment doit se replier sur Chaumont. Deux officiers sont tués ainsi que deux hommes de troupe, mais le nombre de blessés est important : 212, et s'ajoutent 224 disparus, présumés prisonniers. Parmi les blessés, Jules Louvet. Ce 10 septembre, une balle de fusil lui a traversé la main gauche. Bien qu'étant reconnue comme blessure en sêton, c'est-à-dire qu'aucun organe vital n'est touché, on doit lui amputer l'annulaire. Une raideur du poignet gauche s'en suivra. Évacué, il sera réformé en février 1916. Cette blessure lui aura probablement sauvé la vie. Il se retire à Clichy où il reprendra son métier de boucher. Puis il se retirera définitivement en région parisienne.	
LOUVIN Arthur Né à Soissons le 21 novembre 1875, fils de Gustave Camille et de Germaine Léossigny habitants de Hautefontaine près d'Attichy, il travaille aux Chemins de fer du Nord à Clairoux depuis 1900. Compte tenu de son emploi, il échappe au rappel au 13^{ème} RIT et est maintenu dans son emploi. Mais sous l'uniforme, il est astreint au règlement militaire, et est affecté à la 5^{ème} Section des chemins de fer de campagne. Il est chargé, avec les sapeurs du génie, de réparer, de poser les rails de nouvelles voies destinées au front, notamment pour les pièces d'artillerie de très longue portée sur voies ferrées. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 28 février 1919.	
LUISIN Albert Né le 10 janvier 1868 à Clairoux, il est cultivateur, tout comme son père Jules et sa mère Eugénie Lodoïska Roquencourt habitant ce village. Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale au camp de Royallieu près de Compiègne. Devant l'avance allemande, il participe à la protection des unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise, dont ceux de Compiègne. Par la suite, il gardera les terrains d'aviation, nombreux dans le secteur et sera chargé de surveiller les prisonniers allemands. Le 31 juillet 1915, en raison de crises d'épilepsie répétées, il est réformé.	
LUISIN Albert Né le 25 mars 1895 à Clairoux, il est ouvrier dans ce village. Il est le fils de Jules Alfred et de Malvina Sézille résidant à Clairoux. Il est incorporé le 9 septembre 1915 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie pour faire ses classes, puis passe au 164^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 mars 1916. Il rejoint sa nouvelle unité dans le secteur de Verdun. En juillet, le régiment part pour la Somme où il est engagé dans le secteur de Biaches. Il y restera jusqu'en décembre. En 1917, le régiment retourne à Verdun où il va séjourner jusqu'au mois de mai. Il est blessé le 25 mars 1917 au cours d'une journée calme, c'est-à-dire, ponctuée de tirs de marmites qui explosent sur les tranchées et de tirs irréguliers de mitrailleuses allemandes. Le 14 mai le régiment se met en place au « Haut Mont ». Dès le 15, les officiers du régiment commencent à procéder à des reconnaissances en vue d'une attaque dans ce secteur. Le 18 mai, les hommes débutent le creusement des tranchées de parallèle de départ, toujours en vue de l'assaut. Mais les Allemands réagissent par des tirs d'artillerie. Ceux-ci s'intensifient le 19. Le 20, l'attaque française est différée et les	 Médaille Militaire reçue en 1929.

hommes doivent se regrouper dans des abris plus sûrs. C'est au cours de ce mouvement qu'Albert Luisin est blessé par un éclat d'obus au genou droit. Évacué, soigné, mis en convalescence, puis le voilà reparti dans la Marne, à Saint Amand-sur-Fion, qui, contrairement à son nom, fut à cette époque l'un des plus beaux villages de France. Son bataillon, le 3/164, y est au repos.

Le 14, le 3/164 relève un bataillon du 166^{ème} RI dans le secteur du « Téton ». Le 17, tous les bataillons sont en ligne. Le 19, l'activité de l'artillerie allemande devient plus forte. Le 21, la journée est plus agitée. Bombardement, renforcement des tranchées. Deux hommes sont tués et quatre autres blessés ; parmi ces derniers, Albert Luisin qui vient d'être frappé par une pierre tranchante projetée par une explosion et qui lui entaille une partie du cuir chevelu. Le 12 octobre 1917, il rejoint de nouveau son régiment qui est au repos.

Il est cité le 31 décembre 1917 « *Bon soldat blessé au « Haut Mont » le 20 mai 1917 et au « Téton » le 21 septembre 1917* ».

Fin 1917, il part dans le secteur de « La main de Massiges » en Champagne.

Il est cité le 3 mars 1918 à l'ordre du régiment n° 686 « *A montré au cours des journées du 13, 14 et 15 février 1918 de grandes qualités de courage et de ténacité en participant sous un violent bombardement au ravitaillement d'un bataillon d'assaut.* » Croix de guerre avec étoile de bronze.

En mai 1918, avec l'offensive déclenchée dans l'Oise, il participe à la défense du Mont Renaud au sud de Noyon. C'est l'un des verrous de la bataille du Matz. Ces quelques hauteurs tenues par les Français doivent tenir jusqu'au bout afin de gêner l'avancée ennemie. Fin avril, ce secteur est conquis par les Stosstruppen, de véritables commandos allemands. Les unités françaises, lors de la contre-offensive du Matz se rapproche de ce secteur vital. Au cours d'une attaque du 164^{ème} RI, Albert Luisin est capturé par l'ennemi le 9 juin 1918.

Il ne sera rapatrié que le 20 novembre 1918.

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 23 août 1919.

En 1929, au cours d'une période de réserve, Albert Luisin reçoit la Médaille Militaire.



LUISIN Arthur Florentin Étienne

Né le 15 juin 1870 à Clairoux, il est cultivateur comme ses parents, Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et son frère aîné Albert.

Il est exempté du service militaire en 1890. Cependant, le 25 novembre 1914, il est mobilisé dans les services auxiliaires pour assurer le ravitaillement agricole de la troupe. Il est retourné à la vie civile à Clairoux le 1^{er} novembre 1916 mais il ne sera libéré de toutes obligations militaires que le 10 décembre 1918.

LUISIN Arthur Louis

Né le 27 octobre 1885 à Clairoux, il est employé de l'administration des Télégraphes. Il est le fils de feu Louis de de Marie Honorine Debout, habitante de Clairoux.

En 1906, alors maçon, il avait été incorporé au 69^{ème} Régiment d'Infanterie.

Devenu télégraphiste en 1913, il est employé à Paris. Il est reversé administrativement au 8^{ème} Génie militaire à l'unité des télégraphistes militaires de seconde ligne.

Au déclenchement de la guerre, il est maintenu dans l'administration civile des télégraphistes.

Mais les liaisons militaires ont besoin de ses compétences et le 25 février 1916, il rejoint le dépôt des télégraphistes du Génie, probablement à Versailles, et passe au 4^{ème} Détachement des ouvriers des lignes télégraphiques le 1^{er} avril 1916.



Photographie d'Arthur Luisin (cimetière de Clairoux)

Au cours de la bataille de la Somme, son unité est envoyée à Castel pour la pose de lignes le long d'une voie ferrée.

Au cours du mois de mai, la fatigue est palpable au sein de ces équipes qui travaillent jour et nuit pour restaurer ou ajouter de nouvelles lignes. Dans la nuit du 14 au 15 mai, Arthur Luisin est écrasé par une machine à vapeur militaire. Bien qu'il s'agisse d'un accident, son décès est une conséquence directe du conflit, à ce titre imputable au service. En 1918, il est reconnu « Mort pour la France ».

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux dans l'année 1918 alors que son décès remonte à 1916.



Médaille militaire remise à titre posthume.

LUISIN Georges Jules

Né le 4 mai 1890 à Clairoux, il est cultivateur comme ses parents, feu Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et ses frères aînés Albert, Jules Léon et Arthur Florentin.

Il est incorporé le 11 octobre 1911 au 155^{ème} Régiment d'Infanterie de Commercy. Par la loi dite des « trois ans » votée en 1913, il est maintenu au service actif jusqu'au déclenchement de la guerre.

Le 2 août 1914, son régiment est envoyé en Lorraine. Les premiers combats sanglants commencent dès le 22 août à Joppécourt, puis à Xivry-Gicourt et Étain.

De septembre à décembre, le régiment est engagé dans les batailles de la Woëvre et des Hauts-de-Meuse. Au secteur dit « Le Bois Chevalier », le régiment est relevé le 15 décembre et se replie à Orches dans des cantonnements placés à l'arrière. Mais les conditions météorologiques sont particulièrement difficiles. Georges Luisin constate que ses pieds ne répondent plus et se dirige péniblement vers l'infirmerie.

Il est d'abord évacué à l'hôpital auxiliaire n° 232 à Paris le 25 décembre 1914 pour gelures aux pieds. Il subit l'ablation des deux derniers orteils de chaque pied et y séjourne jusqu'au mois d'avril 1915. À la suite de la décision de la commission de réforme, il est reclassé dans les services auxiliaires du 155^{ème} RI dès son retour au dépôt le 15 mai 1915.

Le 26 octobre 1915, il est détaché à la fonderie Chevalier de Redon comme ouvrier fondeur sous le statut de militaire.

Mais à la suite des combats de 1916 (batailles de Verdun et de la Somme), les besoins en hommes exigent une révision au niveau des commissions de réforme.

Le 21 novembre 1916, il est affecté aux services auxiliaires du 1^{er} Régiment d'Artillerie à pieds.

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 22 mars 1919 et bénéficiera d'une pension d'invalidité.

Par la suite, il deviendra docker au Havre en 1927 et décédera à l'âge de 45 ans.

**LUISIN Honoré Eugène**

Né à Clairoux le 30 septembre 1882, il est le fils de Sébastien Eugène Honoré et de feu Héloïse Angèle Cléret résidant dans ce village. Honoré est maçon de formation. Esprit rebelle, au cours de son service militaire au 54^{ème} RI de Compiègne en 1905, il est porté déserteur.

Rappelé le 4 août 1914, l'homme a changé. Par esprit de patriotisme ? Par solidarité avec ses frères d'armes ? Toujours est-il qu'il rejoint le 54^{ème} RI au camp de Royallieu. Après une courte remise en condition, il est envoyé au front le 26 août, mais son régiment est déjà sur le repli depuis le 22.

Il participe à la contre-offensive de la Marne en septembre 1914, puis aux Épargnes, notamment à la triste et célèbre « tranchée de Calonne » en fin d'année. Il restera en Meuse et en Argonne jusqu'en février 1915.

Il est nommé caporal le 16 juillet 1915.

Puis il est dirigé vers la bataille de Champagne en septembre-octobre 1915, notamment aux tranchées dites « des Vandales » et de « Lübeck », qui sont pour les passionnés de cette histoire des lieux de haute lutte.

En 1916, il est sur le front de Champagne. Son régiment rejoint Verdun en juin. En septembre, il est envoyé dans la deuxième bataille de l'année, la bataille de la Somme. Il est blessé par éclats d'obus à la main gauche le 26 septembre 1916, il est évacué à l'ambulance 3/67. Transféré à l'hôpital de Hazebrouck, il rejoint son régiment le 2 octobre 1916.

Il est cité à l'ordre de la Brigade n° 56 le 8 octobre 1916 : « *Très bon gradé, très courageux, a été blessé le 26 septembre à son poste de combat* ».

Puis en début d'année 1917, il combat dans l'Aisne à Soupir, puis au Chemin des Dames en avril et mai. En juillet, le régiment est envoyé dans les Vosges.

Il est cassé de son grade le 20 novembre après les mutineries de 1917.

En mars 1918, c'est l'offensive de la dernière chance pour l'armée allemande. Le régiment est envoyé à Montdidier pour dégager ce secteur. Il combat notamment à Grivesnes en mars et avril. Envoyé en Lorraine jusqu'en juillet, le régiment est remis en route vers la Marne, deuxième bataille du nom.

Il est blessé le 26 juillet 1918 et évacué puis envoyé à l'hôpital jusqu'au 21 février 1919. Honoré Luisin a été de toutes les grandes batailles. Caractère trempé, esprit parfois rebelle, il s'est révélé être un bon et courageux combattant, ce qui lui permettra de recevoir en 1938 la Médaille Militaire.



Médaille Militaire
reçue en 1938



Il est mis en congé illimité d'Armistice le 24 mars 1919. Il reprendra son métier de maçon à Clairoux dès avril 1919.	
LUISIN Jules Léon Né à Clairoux le 3 mars 1883, il est cultivateur comme ses parents, feu Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et ses frères aînés Albert et Arthur Florentin. En raison d'une mauvaise blessure au pied gauche, définitivement mutilé, il avait été réformé pour le service militaire en 1904. Cependant, à la déclaration de la guerre, la commission de réforme le juge apte pour la mobilisation au sein des services auxiliaires qu'il rejoint le 25 septembre 1914. Il y sera maintenu jusqu'au 10 mars 1917 quand il se voit affecté au 16^{ème} régiment de Dragons. Si ce régiment est, comme les autres unités, envoyé aux tranchées, Jules Luisin est rattaché au service intérieur en raison de son handicap. Notamment, il participe à la garde de sites industriels parisiens où des mutineries éclatent. Mais son service se résume pour l'essentiel à la garde d'états-majors. Le 1^{er} janvier 1918, il passe au 5^{ème} régiment de Chasseurs et continuera semble-t-il d'être maintenu dans des services annexes le tenant éloigné des lignes de front. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 15 mars 1919.	
LUISIN Louis Ferdinand Né le 22 juin 1879 à Clairoux, il est cultivateur. Il est le fils de Louis Étienne Honoré et de Stéphanie Rollet résidant à Clairoux. Comme un certain nombre de cultivateurs dont la connaissance du cheval est un atout pour les armées, il avait été incorporé en 1900 dans un régiment de Cuirassiers. Au déclenchement de la guerre, il est logiquement dirigé vers le 6^{ème} Escadron du train des équipages, dont le service du ravitaillement est encore en grande partie fait à cheval. Il est utile de rappeler qu'au sein des régiments, il existe des trains régimentaires chargés de convoier le matériel qui ne peut être transporté à dos d'homme. Au même titre, nous retrouvons des trains divisionnaires à un échelon supérieur. Puis il existe des unités complètement dédiées à cette tâche de ravitaillement logistique de l'arrière vers le front comme le 6^{ème} Escadron du train. Cette unité utilise des camions, mais au début du conflit, l'emploi de fourgons hippomobiles est la norme. Tout dépend de ce que l'on transporte et de son urgence. Ceux qui savent conduire un véhicule civil, sont affectés aux camions, ceux qui connaissent le cheval le sont aux fourgons. Notre ami Léon Luisin est donc affecté à ce dernier mode de transport dès le début du conflit. Mais la guerre mécanique change la donne. Le 1^{er} février 1916, il est affecté à la S.A. Peugeot à Audincourt dans les Vosges. Après les hécatombes de 1916 et de 1917, les armées ont besoins d'hommes. Le voici affecté au 47^{ème} régiment d'artillerie le 1^{er} juillet 1917. Le 47^{ème} RA est équipé de canons de 75 hippomobiles. Dès septembre 1917 Léon Luisin est engagé dans l'attaque de la célèbre cote 304 à Verdun, puis dans la Marne en juillet 1918 et termine la guerre en Champagne à Tahure. Il est mis en congé illimité d'Armistice le 1^{er} mars 1919.	
LUISIN Marcel Louis Né à Clairoux le 3 février 1891, il est charcutier et réside à Bienville. Il est le fils de Louis Étienne Honoré et de Clarisse Stéphanie Rollet, habitants de Bienville. Il est incorporé le 9 octobre 1912 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie à Royallieu. Mais le 7 août 1914, il est réformé pour un problème pulmonaire. Cependant le 27 avril 1915, il s'engage pour la durée de la guerre au titre du 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne et se rend à Versailles. Il est dirigé vers le service des automobiles. Il est engagé dans la Somme, puis passe au 20^{ème} Escadron du train le 1^{er} juin 1916. Il continue de rouler et d'approvisionner les unités d'artillerie sous le feu, dans la Somme jusqu'en décembre, puis en Lorraine au début de 1917. Puis il est engagé dans les combats de l'Aisne à partir de février 1917, puis de nouveau en Lorraine de juin à octobre. Entre-temps, son état de santé s'est dégradé. Mais, après 18 mois au front comme automobiliste, il est réformé le 18 octobre 1917 pour raison de fatigue très avancée. Il décède à l'hôpital militaire n°16 de Compiègne le 28 mars 1918 des suites de son état de santé très dégradé. Son nom figure au monument aux morts de Bienville.	  Médaille des engagés volontaires

Les soldats de Clairoix ne sont pas tous des combattants

Des auxiliaires (ceux que l'administration a exemptés de service au front) sont employés pour des tâches indispensables aux armées en temps de guerre. Cela concerne par exemple les employés aux Chemins de Fer du Nord comme Paul Laurent, Louis Leblond, Antoine Laval et Arthur Louvin ; mais aussi les maréchaux-ferrants, les bourreliers, les charpentiers, etc... et un percepteur des contributions directes, Michel Léognany. En effet, avec la guerre, le 15 juillet 1914, le Sénat adopte la création de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus pour subvenir aux besoins de la Nation. Mais la baisse des revenus de l'État pendant le conflit et les besoins de financement rendent nécessaire en 1916 une première application de l'impôt général sur les revenus de 1915. L'expertise de Michel Léognany sera exigée.

Leur rôle et leur affectation, qui leur donnent une chance d'échapper à la mort, apparaît injuste. Mais la logistique, toujours plus importante, devient le soutien incontournable des armées dans les conflits modernes. L'emploi de ces soldats ne doit pas être confondu avec les « embusqués », ces hommes valides qui, par leurs relations, réussissent à échapper aux unités combattantes.

Mais c'est aussi un chassé-croisé de soldats. Les classes les plus anciennes, notamment les vieux agriculteurs comme Auguste Lebail, reviennent à la ferme. D'autres, comme Prosper Legentil, meunier au moulin des Avenelles, pas immédiatement mobilisé en août 1914, le sera plus tard. Mais son expertise le conduira à quitter le front pour assurer la logistique en matière de denrées agricoles. Plus utiles qu'au front, ils contribuent, au moins par leur présence sur la charrue ou au moulin, au moral et au ravitaillement de l'arrière.

Tandis que les anciens rentrent, les jeunes partent, et ce, de plus en plus tôt. La classe 1915 est incorporée en décembre 1914. La classe 1916 le sera dans le 11 avril 1915. Ainsi partent les jeunes Dutilloy Charles, Léognany Jean Michel, Lanvin Alexandre, Lefèvre René, Blondel Édouard, Joffre Lucien et Garde Joseph, le valet du comte de Comminges, qui auront la chance de revenir du conflit alors que Foirest Émile, Outrequin Lucien, Tassin Charles, Lebail Gustave et Drujon Robert perdront la vie. Quant à la classe 1917, elle sera levée dès décembre 1915 ! Au total sur 30 jeunes de 20 ans partis depuis fin 1914, 12 n'en reviendront pas. Ce qui en dit long sur les pertes et le besoin en hommes. La France soutient l'effort de guerre humain. La Grande-Bretagne, qui ne disposait que d'une armée d'hommes sous contrat, doit accélérer le processus de l'appel sous les drapeaux qui vient d'être accepté par la Chambre des Lords. Conséquence, le gros du contingent n'arrivera qu'en 1916, mais avec un encadrement sans expérience de la manœuvre militaire et de la guerre. La bataille de la Somme sera pour le Commonwealth une véritable hécatombe. Comme le citait le général Lyautey, auteur du « rôle social de l'officier » : « *la conscription, en temps de paix, sert à la cohésion sociale, en temps de guerre, à la gagner.* »

Nouveaux morts

Mais le village, au cours de ce deuxième semestre, s'endeuille de nouveaux soldats morts pour la France. Lucien Romand, né à Bienville, boulanger à Clairoix, engagé pour la durée de la guerre en novembre 1914, est tué le 13 juillet 1915. Henri Dubois, né à Trosly, mais résidant chez sa mère à Clairoix, incorporé en 1913, est tué dans la Marne en août, Alfred Rocquencourt, ouvrier à Clairoix avant son départ en novembre 1913, est tué à la tranchée de Lübeck en septembre. Louis Voitant, né à Coudun, mais résidant à Clairoix, est tué en novembre.

L'année 1916 sera encore plus violente...

Le maire, comte de Comminges, et son épouse, engagés dans le soutien aux familles touchées par le deuil, auront un chagrin décuplé. Aux offices aux morts de Clairoix, toujours plus nombreux, s'ajoute aussi la disparition de leur neveu, le vicomte Roger de Comminges, lieutenant au 121^{ème} Chasseurs à pied, tué le 4 octobre. À l'origine sous-officier des chasseurs d'Afrique, celui-ci demanda à être versé aux chasseurs à pied ; une première fois blessé, à peine guéri, il revint au front et obtint la Croix de Guerre ; la veille de sa mort il avait rempli ses

devoirs religieux. Mme la Vicomtesse de Comminges, sa mère, écrit ces lignes admirables : « *Le brisement de mon cœur n'empêche pas de remercier Dieu de l'avoir pris dans des conditions pareilles et pour la France.* » (Progrès Oise du 21 octobre 1915.)

Le journal « *Le Gaulois* » du 18 novembre 1915, auquel est abonné le comte de Comminges, cite ces lignes : « *Le vicomte Roger de Comminges, sous-lieutenant des Chasseurs à pieds, a été tué le 4 octobre 1915. Sous-officier de Chasseurs d'Afrique, demande à passer dans l'infanterie. Blessé une première fois en Artois, à peine guéri, il revint au front, où il mérite la Croix de Guerre. Il était le fils de feu le vicomte Odon de Comminges et de la vicomtesse Lamotte Fanet, et neveu du comte de Comminges, maire de Clairoix.* »

Riches ou pauvres, pas de différence, personne n'est épargné. La guerre frappe à Clairoix comme ailleurs, et toutes les couches sociales.

Les « M »

MARCHOIS Albert Émile

Né le 6 avril 1890 à Clairoix, il est ouvrier agricole. Il est le fils d'Émile et d'Aurélie Augustine Morel résidant à Ormoy-Villers.

Il est rappelé le 2 août 1914 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, implanté au camp de Royallieu.

Il est affecté à la 10^{ème} compagnie du régiment et rejoint son unité en pleine retraite depuis le 22 août 1914. Il participe à la contre-offensive de la Marne du 5 au 13 septembre, puis est engagé en Woëvre et, de la fin de l'année jusqu'au mois de mars 1915, au secteur des Éparges.

Puis c'est la bataille de Champagne en septembre 1915.

Après un bref repos à Suippes, le 10 juin 1916 le 54^{ème} RI quitte la Champagne pour être engagé dans le secteur de Verdun. Le 18, les hommes du 54 débarquent des camions et vont prendre part aux combats qui ont lieu du 20 au 25 juin entre le fort de Vaux et le tunnel de Tavannes. La 10^{ème} compagnie se porte avec une compagnie de mitrailleuses sur les hauteurs de la Lauffée, non loin du tunnel.

Au sein de sa compagnie, le capitaine a désigné Albert Marchois pour faire la liaison avec le PC du bataillon et y transmettre les comptes rendus et recevoir les ordres. Agent de liaison est l'une des missions les plus dangereuses qui soit confiée à un soldat. Elle le sera encore plus sous le déluge de feu d'artillerie allemand durant la bataille de Verdun.

Dès la nuit du 20 au 21, l'artillerie adverse déclenche un feu d'artillerie qui, aux aurores, devient de plus en plus violent. Tout laisse présager une attaque...

Elle se déclenche à 16h30. Dans les lignes de la 10^{ème} compagnie, les tirs ont été particulièrement violents. Ce feu a produit un trou au centre du dispositif. Un bataillon doit dégager les compagnies isolées. La 10^{ème} compagnie, qui garde encore le contact avec le commandement, doit appuyer cette contre-attaque ; c'est à ce moment-là que le soldat de 2^{ème} classe Albert Marchois, dans son rôle d'agent de liaison, intervient pour transmettre les ordres à son capitaine.

Les pertes du régiment sont énormes, environ 1 500 hommes tués, blessés ou disparus. Parmi ces blessés, Albert Marchois.

Touché grièvement au thorax le 22 juin 1916, il décède trois jours plus tard à l'ambulance 3/67 de Dugny (Meuse).

Il est cité et reçoit la Croix de guerre à titre posthume le 30 juin 1916 à l'ordre du régiment n° 297 : « *Excellent soldat, agent de liaison, dévoué et brave, a été grièvement blessé le 22 juin 1916 en portant des ordres sous un bombardement des plus violents* ».

Son nom figure sur les monuments aux morts d'Ormoy-Villers et de Montlognon dans l'Oise.



Médaille militaire remise à titre posthume.



MATTE Charles Georges

Né le 22 avril 1875 à Clairoix, il est charpentier à bateaux. Il est le fils de feu Charles Désiré et de Victoire Anastasie Marie, cette dernière résidant à Clairoix.

Exempté de service militaire en 1895 pour une hernie, il sera incorporé le 8 novembre 1915 pour servir au 166^{ème} Régiment d'Infanterie, aux services auxiliaires du régiment implantés à Verdun.

Charles Matte n'est pas engagé au combat, mais, en tant que charpentier, il œuvre dans la réfection de postes de combat. À ce titre, sans doute, va-t-il connaître l'expérience du feu et très certainement de l'artillerie adverse.

Avec l'offensive allemande sur ce secteur en fin février 1916, n'étant pas physiquement apte au combat, il est détaché le 26 mars à la poudrerie de Saint Médard-en-Jalles (Gironde). Cet établissement situé à 850 km du front compte au déclenchement du conflit 1 900 ouvriers. En 1916, quand Charles Matte rejoint le site, l'établissement compte alors 8 500 ouvriers dont plus de la moitié sont des militaires inaptes. La production en 1916 est de 65 tonnes d'explosif par jour et va monter en 1917 à 110. La commission de réforme de mai 1916 confirme son maintien dans les armées mais comme ouvrier militaire.

Il passe au 7^{ème} Régiment d'infanterie coloniale le 1^{er} juillet 1917, mais figure toujours parmi les postes non combattants.

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 10 février 1919.

MAUPIN Henri Lucien

Né le 6 décembre 1893 à Clairoux. Il est cordonnier et est le dernier fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoux.

Il est incorporé le 26 novembre 1913 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons.

Le 1^{er} août 1914, Henri Maupin embarque en gare de Soissons pour Bannancourt dans la Meuse. La veille, le régiment avait été consigné aux quartiers. Il venait de recevoir le télégramme annonçant la mise en application des ordres de l'état-major de la 12^{ème} DI. Le 3 août, la guerre était officiellement déclarée, mais les hommes du « 67 » étaient déjà sur leur position avancée.

Le 18, le régiment prend ses nouvelles positions à Étain. Le frère d'Henri, Maurice, d'un an son aîné, est dans le même régiment mais pas à la même compagnie.

Le 22 à 12h30, l'ennemi lance sa première attaque. Au soir de cette première journée de confrontation, le régiment compte ses premiers morts. Deux officiers ont été tués, trois autres blessés et encore trois portés disparus, présumés prisonniers. Au total 27 morts, 268 blessés et 101 disparus. Le corps des officiers, toutes proportions gardées, est le plus touché. Le « 67 » tient Étain, mais la journée du 24 sera encore plus terrible.

Dès le 1^{er} septembre, l'artillerie lourde allemande entre dans la partie. Le 2, le « 67 » commence à évacuer ses positions devenues intenable. Le 8, les combats recommencent à Vaux-Marie. Henri Maupin a peut-être été informé que son frère venait d'être blessé et évacué. Alors que vient de s'engager la contre-offensive de la Marne, le 14, le régiment monte vers le nord vers Nixeville, puis Beaumont. Le 17, il reflue un peu plus au sud. Le 22, le régiment arrive dans la nuit à Mouilly-Saint-Rémy. C'est un moment de flottement, nul ne sait ce qu'il va advenir dans les prochaines heures. Alors que d'autres régiments se replient, le « 67 » attaque. Au soir : 357 soldats tués qui permettent de sauver les autres régiments de l'enveloppement effectué par l'ennemi. Le 23, le régiment reste sur son emplacement au bois de Saint-Rémy, décidé à défendre la position. À 15h, il reçoit l'ordre d'opérer une attaque. Pas de tirs d'artillerie, les colonnes s'enfoncent dans les bois. Le 24 à 4h du matin, les objectifs sont atteints. La lutte s'engage avec l'ennemi. À la fin de la journée, les pertes sont énormes : 852 tués. Parmi eux, Henri Maupin, qui vient de donner sa vie.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoux.

MAUPIN Julien Henri Maurice

Né le 6 août 1891 à Clairoux, comme son frère Paul, il est menuisier ébéniste dans la petite entreprise familiale. Il est le fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoux.

Comme il avait été incorporé en octobre 1912 au 59^{ème} Régiment d'Artillerie, Julien, qui n'est pas démobilisé, rejoint le 2 août 1914 le 259^{ème} RA, régiment de réserve qu'il vient renforcer en tant que téléphoniste.

Les batteries de ce régiment sont détachées auprès de la 170^{ème} division d'infanterie et appuient les actions d'infanterie de leurs tirs. Le travail de Julien consiste à s'approcher au plus près des lignes de front, à tirer les lignes téléphoniques, à observer et à guider par téléphone le feu des canons sur les objectifs. Il s'agit d'un travail périlleux. Il est en permanence en contact avec le commandant de la batterie, le capitaine Vanuxen.



Médaille militaire remise à titre posthume.



Médaille militaire décernée en 1930



J. Martignols 154, FAUB. ST ANTOINE
PARIS
Julien en 1912 canonier
au 59^{ème} RA.
(Photo Maupin)

Il est rattaché à la 29^{ème} batterie du 3^{ème} Groupe d'artillerie.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 513 du 17 novembre 1916 : « Le 8 novembre 1916, malgré un violent marmitage des boyaux, n'a pas hésité à se porter sur une ligne téléphonique pour en assurer le fonctionnement. Au front depuis le début de la campagne, et téléphoniste depuis plus d'un an, a toujours fait preuve de courage, de sang-froid et de bonne volonté. Est toujours volontaire pour les missions périlleuses ».

Au cours de 1917, le 259^{ème} RAC est engagé dans l'Aisne dans le cadre de la bataille du Chemin des Dames.

Au cours d'un violent bombardement non loin de Laffaux à l'est de Soissons, son camarade Bajard et lui sont blessés le 20 juin 1917 par des éclats d'obus. Julien a reçu deux éclats, un sous la clavicule et un au genou

gauche.

Fin novembre 1917, le 259^{ème} RAC se retire dans le nord de l'Oise. Le régiment est soumis un intense feu d'artillerie, l'offensive allemande commence.

Les batteries subissent de lourdes pertes. La tension entre les gradés est perceptible. Certains sont déplacés. Le moral est atteint. Certains ne cachent pas leur sentiment sur la situation. Les paroles vives fusent. Les punitions tombent. Julien est condamné à un an de prison par le conseil de guerre de la 170^{ème} Division d'infanterie le 26 avril 1918, mais il reste attaché à son régiment où il se distinguera encore.

Le 15 juillet, l'ennemi déclenche une nouvelle attaque. Bombardements violents, obus à gaz, obus fumigènes. Tout y est. Le régiment tient.

Il est cité à l'ordre du 21^{ème} Corps d'armée n°561 le 25 juillet 1918 : « Téléphoniste modèle de dévouement. De conscience et de courage, s'est comporté admirablement les 15 et 16 juillet 1918 en réparant seul sous des bombardements les plus violents la ligne de l'observation de la batterie et permettant ainsi à son commandant de batterie, avec propos, des tirs efficaces. »

Le régiment est cité à l'ordre de l'armée, sa deuxième citation.

Le 24 octobre le régiment lance des reconnaissances vers Béthaucourt afin de se mettre en position sur la cote 124. Le 25, l'attaque sur tout le front de l'armée commence avec une préparation d'artillerie. À cette occasion, Julien se distingue encore.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 607 le 31 décembre 1918 : « Téléphoniste d'un dévouement admirable. Dans la journée du 25 octobre 1918, malgré les bombardements intenses auxquels il a été soumis, a assuré toutes les réparations téléphoniques avec la plus grande énergie et le plus grand mépris du danger. »

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 15 juillet 1919, mais la condamnation qu'il avait reçue en avril 1918 n'est toujours pas effacée. Il sera réhabilité le 6 septembre 1919.

Il reçoit la Médaille Militaire en 1930, au titre de ses états de services durant la Grande Guerre.



Julien (allongé) et ses camarades du 259^{ème} RAC en septembre 1917 quelque part dans l'Aisne. (Photo Maupin)



MAUPIN Maurice Émile Georges

Né le 23 décembre 1892 à Clairoux, il est menuisier comme ses frères et est le fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoux.

Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons le 9 octobre 1912. Au déclenchement de la guerre le 3 août 1914, depuis la veille, son régiment est déjà en route sur la zone de défense programmée par l'état-major de la 12^{ème} Division d'infanterie, c'est-à-dire à Bannancourt dans la Meuse. L'artillerie lourde allemande ne laisse aucune chance aux unités engagées. Puissante, elle frappe également en profondeur, sur les moyens logistiques.

Ce repli s'organise tant bien que mal lorsque le régiment reçoit l'ordre de contre-attaquer le 5 septembre dans la région de Nixeville dans la Meuse.

Maurice, alors qu'il est en poste d'observation, est grièvement blessé le 8 septembre 1914, à Vaux Marie (Meuse). Il ne participera pas à cette grande contre-offensive. Une balle ennemie vient de traverser son thorax au-dessus du sein gauche, passant près du cœur et ressortant dans le bas du dos ; le projectile n'a touché aucun organe vital. Embarqué en urgence à bord d'un wagon à bestiaux, allongé sur la paille, il est dirigé vers l'antenne médicale. « *Blessure en séton* », lui dira le docteur, « *les asticots ont fait le travail, pas de gangrène* ». Avant de prendre la route pour un hôpital de Lodève destiné à la convalescence des blessés, il apprend la mort au combat de son frère Henri...

En 1915, il rejoint son régiment dans la Woëvre, notamment les Épargnes en mars. Puis en fin d'année, c'est la bataille de Champagne, notamment l'assaut dans la célèbre « Tranchée de Lübeck ».

En 1916, Maurice est encore en Champagne quand le commandement apprend la grande offensive de Verdun. Le « 67 » (ou le « six-sept » comme on le prononce) y est envoyé à son tour en juin. En août, c'est un moment de pause, le régiment assure la garde du Grand Quartier Général (GQG) à Chantilly. Puis de septembre à décembre, il est envoyé dans la Somme.

La nuit du 8 au 9 octobre est agitée. Commencent de violents tirs d'artillerie ennemis. Au-dessus, à une altitude d'environ 200 m, des avions de reconnaissance allemands survolent les lignes et n'hésitent pas à tirer avec leurs mitrailleuses sur tout individu non protégé. En bas, Maurice Maupin est en observation, repérable, envoyé par son capitaine pour repérer les départs de coups d'artillerie allemands. « *Tranchée Detva !* », annonce-t-il à son capitaine. Le capitaine prend le combiné du téléphone et guide le chef de l'artillerie divisionnaire : « *Tir de démolition sur Detva !* ».

Dans la nuit du 9 au 10, les tirs d'artillerie persistent. Il faut interrompre la pose des barbelés. On relève 16 tués, 62 blessés et 12 disparus. Les bombardements sont de plus en plus intenses. Les postes sont attaqués par des *Stosstruppen* allemands, sortes de commandos chargés de grenades et de mitrailleuses. Jusqu'au 13, le « 67 » tient, subit des pertes. Maurice poursuit son observation aux jumelles. L'attaque française est fixée au 13 au soir ; à 17h, les premières vagues d'assaut sortent des parallèles de départ...

Le 22 octobre 1916, il est cité à l'ordre du régiment n° 478 : « *Soldat très dévoué et courageux, n'a pas hésité malgré de très violents bombardements, à renseigner son commandant de compagnie sur les tirs d'artillerie dans les journées du 9 au 13 octobre 1916.* » Une relation de confiance et de grande amitié s'instaurera avec son capitaine.

Suivra en avril et mai 1917 la bataille du « Chemin des Dames ». Des mutineries qui vont éclater en juin au sein du régiment. Le 16 juin, des soldats refusent d'embarquer dans les camions qui mènent au front dans le secteur de Brouvelieures dans les Vosges. Cela n'empêche pas le régiment de se rendre sur les positions pour relever le 216^{ème} RI.



Maurice Maupin vient de recevoir la Croix de Guerre.
(Collection particulière Maupin)

En 1918, il est engagé dans la bataille d'Alsace, non loin de la Suisse, quand éclate la grande offensive allemande. Le « 67 » est envoyé en Picardie au Plessier, à la chapelle de Saint-Aignan et à Grivesnes. Puis, c'est l'offensive générale alliée ; le régiment se bat dans l'Aisne près de Soissons. Puis il est envoyé en Flandres à Becke. C'est là-haut, en Belgique, que Maurice apprend la signature de l'Armistice. Mais avant de rentrer au foyer, le « 67 » est envoyé à Wissembourg. Maurice Maupin aura été de toutes les grandes batailles, à l'exception de la première bataille de la Marne où une blessure l'empêchera de poursuivre son action.



L'escouade de Maurice à Wissembourg le 6 juillet 1919. (Collection particulière Maupin)

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 28 juillet 1919 et reprendra son métier de menuisier-ébéniste au sein de la petite entreprise familiale à Clairoix.

MAUPIN Paul

Né le 25 juillet 1885 à Clairoix, Paul est l'aîné des quatre frères. Il est menuisier à Clairoix et est le fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoix.

En 1908, il avait fait son service militaire au sein du 19^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds. À ce titre, il aurait dû être affecté au 6^{ème} bataillon de Chasseurs à Pied de Verdun en 1914.

Mais voilà, Paul a des varices, et de plus, en raison de son obésité, il est incorporé à l'hôpital n° 15 de Compiègne. Quelques semaines plus tard, le 16 septembre 1914, la commission de réforme l'exempte du rappel dans les unités combattantes et confirme son maintien dans les services auxiliaires.

Cette exemption sera reconduite plusieurs fois jusqu'en 1918. Puis il bénéficie d'un sursis d'appel qui l'autorise, le 2 février 1919, à être détaché comme menuisier à Compiègne.

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 2 avril 1919.

MILLE Lucien

Né le 30 mars 1875 à Revelles (Somme), il réside à Clairoix depuis mars 1905. Il est maçon à Clairoix. Il est le fils de feu Jules Alfred et de feu Adélina Clémence Lesobre de Revelles. Il est marié à Georgina Lemaître et a un fils, Alfred, apprenti maçon.

À l'entrée en guerre, il est rappelé le 2 août au 12^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale d'Amiens. D'abord envoyé dans le nord de la France, fin août, devant l'avance allemande, le régiment est employé à la défense d'une ligne située au nord d'Amiens, à la limite du Pas-de-Calais. Le 26 septembre, le régiment est engagé dans son premier combat à Vaulx-Vraucourt. Puis le 4 octobre, ce sont les combats de Boucquoy. Le régiment perd plusieurs centaines de blessés et de disparus au point qu'il est regroupé avec le 11^{ème} RIT de Beauvais.

Lucien Mille est évacué pour maladie le 29 octobre 1914. Au retour de son traitement, il est envoyé à Nieuport en Flandre belge, zone où il séjournera durant toute l'année 1915 jusqu'en avril 1916.

Il est de nouveau évacué pour problème herniaire en avril 1916.

Il passe au 6^{ème} Régiment du Génie le 24 octobre 1916. Avec cette nouvelle unité, il rejoint le secteur de Verdun. Puis en 1917, ce sera l'Aisne et la Champagne en 1918.

Il est mis en congé illimité d'Armistice le 11 janvier 1919 et reprend son emploi de maçon à Clairoix.

MONGLOUX Armand Anicet Gaston

Né à Cambronne-lès-Ribécourt le 8 juin 1887, Armand est garçon-boucher en 1907. Fils d'Arthur Napoléon et de feu Mathilde Désiré Flore, il devient par la suite voiturier et s'installe à Abbeville en 1910, puis à Compiègne, Venette et enfin Clairoix en mai 1914.

Au déclenchement du conflit, il est rappelé le 2 août 1914 au 155^{ème} Régiment d'Infanterie à Commercy.

Il est engagé sur les lignes de front de Lorraine et rejoint la Woèvre en septembre 1914.

Alors qu'il est sur le front de l'Argonne, il contracte la fièvre typhoïde et est évacué le 5 janvier 1915.

En 1915, l'année est marquée par les batailles d'Argonne et de Champagne.

En 1916, le régiment quitte le front de Champagne pour rejoindre celui de Verdun afin de faire bloc contre l'offensive allemande.

Dans la matinée du 30 avril 1916, le Lieutenant-Colonel Letellier reçoit l'ordre d'attaquer à la grenade et de reprendre le saillant du Verger et la tranchée « Servegnat » perdus le 9 avril. Quatre sections d'attaque aux ordres du commandant Voiturier sont mises en place. Volontaire, Armand reçoit des grenades qu'il place dans sa musette de toile. 16h, le tir de préparation d'artillerie commence, les 155 mm tonnent. 19h30, emmenés par le commandant Voiturier, les grenadiers franchissent le parapet. En quelques minutes 21 Allemands sont faits prisonniers. À 20h30, toute la tranchée « Sauvergnat » est aux mains des Français. De nombreux cadavres allemands jonchent le sol. Mais vers 22h15 et le 1^{er} mai vers 2h du matin, deux contre-attaques allemandes, exécutées à la grenade, tentent de reprendre le dispositif, en vain. Les pertes se soldent à 10 tués et 31 blessés. Parmi ces derniers, Armand Mongloux, blessé par éclats de grenade.

Il est cité le 21 mai 1916 à l'ordre de l'armée n° 182 : « *Le 30 avril 1916, volontaire pour une attaque à la grenade, n'a pas hésité à monter sur le parapet et a suivi la progression de nos grenadiers. A été blessé.* » La Croix de guerre avec Palme lui est attribuée, une rare récompense.

En effet, blessé le 30 avril 1916 par éclats de grenade au niveau du péroné, du genou et du bras, et, après un traitement rapide, il est évacué vers l'hôpital n°6 de Romans, puis au n°28 de Valence. Il rentre au dépôt du 355^{ème} le 15 septembre 1916.

Mais les éclats pénétrés profondément dans une partie du péroné et les complications qui en découlent vont le conduire d'hôpital en hôpital. Il ne sera plus engagé sur le front.

Déclassé de l'infanterie, il est dirigé le 1^{er} octobre 1918 vers le 106^{ème} régiment d'artillerie lourde.

Il est mis en congé d'Armistice le 24 mars 1919 et se retire à Clairoux.

MOYAT Georges Maurice

Né à Clairoux le 21 octobre 1894, fils d'Alphonse Martial et de Marie Pétel résidant à Montmacq, Georges est valet de chambre au déclenchement du conflit.

Il est incorporé le 22 décembre 1914 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie pour y faire ses classes, régiment, qui au cours du conflit ne se trouve plus à Soissons mais dans la zone de l'arrière, probablement près de La Flèche.

Le 24 mars 1915, il est affecté au 404^{ème} RI qui est regroupé à Mailly.

En 1915, il est engagé dans l'Oise à Tracy-le-Mont en mai, puis dans les secteurs de Moulin-sous-Touvent, Nouvron et Vingré jusqu'au mois d'avril 1916.

En juin 1916, le régiment est engagé dans la bataille de la Somme, notamment à Estrées et Belloy-en-Santerre. Puis en octobre à Générumont.

En mars 1917, il retourne dans l'Aisne, puis en décembre au Chemin des Dames.

En mai 1918, le régiment est engagé en Flandre, au mont Kemmel, puis en raison de l'offensive allemande du printemps 1918, il est envoyé dès juillet dans l'Oise aux lieux-dits « La Ferme-Porte », « La Berlière », « La Ferme Baroque », et aux noms baptisés par les militaires : à la « tranchée de la brebis », « l'Alouette » et « l'Autruche ». En août, c'est la contre-offensive près de Marquégglise et Resson-sur-Matz.

Pour lui, le conflit s'arrête à Notre-Dame de Liesse près de Laon en octobre 1918.

À la fin des hostilités, il est cité le 10 novembre 1918, à l'ordre du régiment n° 137 : « *Soldat qui a toujours eu une belle attitude même dans les moments les plus difficiles.* »

Georges, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, est revenu du front sans aucunes blessures physiques, sans maladie. En dépit des grandes batailles qu'il a connues, la Somme, le Chemin des Dames et la contre-offensive du Matz, il est passé à côté des balles et des éclats d'obus.



Citation avec
Palme pour les
combats du 30
avril 1916.



Mis en congé illimité d'Armistice le 22 août 1919, il se retire à Montmacq, puis par la suite à Machemont où il deviendra menuisier. En fait, entre-temps, le siècle avait changé, il troqua son métier de valet de chambre pour une formation de menuisier.

MOYAT Martial Auguste Jules

Né à Clairoux le 17 mai 1893, il est le frère aîné de Georges. Il est jardinier au moment de son incorporation.

En raison de son index de la main gauche amputé de deux phalanges, il est ajourné au service militaire. Mais, réfugié avec sa famille, le 28 septembre 1914 il est finalement incorporé au 155^{ème} Régiment d'Infanterie à Commercy. Il est proposé au service armé malgré son infirmité, ce qui en dit long sur la pénurie d'hommes à cette période.

Au cours de l'année 1915, il est engagé en Argonne puis en Champagne en fin d'année. Le 12 mars 1916, alors que son unité est employée à l'amélioration des tranchées et des boyaux sur la célèbre butte de Souain, Martial Moyat est blessé par éclats d'obus au thorax. Il est évacué sur l'hôpital n° 110 d'Avignon. Ce jour-là, trois hommes auront été tués et quatre de ses camarades blessés, le lot quotidien des pertes.

Après sa convalescence, le 19 mai 1916, il passe au 48^{ème} RI et rejoint Guingamp pour compléter de nouvelles unités. Compte-tenu de son expérience du feu, il est désigné agent de liaison. Le régiment est de nouveau envoyé en Champagne jusqu'à la fin de l'année 1916.

En 1917, de février à mars, le régiment est engagé dans la Somme où les combats s'éternisent depuis juillet 1916. Puis il rejoint la Marne (« Le Mont Blond » et « Le Cornillet »), les Éparges et enfin Verdun.

Le 1^{er} septembre 1917, il est cité à l'ordre du régiment n° 614 « *Agent de liaison d'un brillant courage, toujours volontaire pour les missions périlleuses. S'est distingué au cours d'une récente affaire dans un corps à corps très dur. A accompli la mission délicate qui lui a été confiée, ramenant des prisonniers et capturant une mitrailleuse.* » Deux blessures, une citation.

En fin 1917 et début 1918, Martial est engagé dans la Woèvre (Le Bois Bouchot). Au cours du printemps 1918, du fait de l'attaque allemande prononcée au nord de l'Oise et dans l'Aisne, il rejoint le secteur de Nampcel et de Saint-Paul-aux-Bois puis le secteur de Soissons. Le 10 juin 1918, sous les ordres du Lieutenant-Colonel Imbert, le régiment va une fois de plus se distinguer.

Au cours d'opérations menées avec un grand succès, ses hommes, officiers en têtes, enlèvent de nombreuses positions allemandes sur un front de 1 200 mètres et sur une profondeur de 800 où ils capturent 4 officiers, 380 hommes de troupe et 22 mitrailleuses. Tout au long de la journée, ils maintiennent le terrain conquis sous de violentes contre-attaques et un déluge de bombardements d'artillerie de tous calibres. Parmi eux, Martial Moyat, de la 3^{ème} compagnie, qui recevra par la suite avec deux de ses camarades la Médaille Militaire pour faits d'armes.

Le 22 juillet, le Lieutenant-Colonel Imbert rapporte les ordres de la Division : « *par ordre du 30^{ème} CA, les 1^{er} et 2^{ème} bataillons du 48^{ème} RI sont mis à la disposition de la 1^{ère} Division pour mener l'attaque sur le Grand Rozoy* ». Martial Moyat appartient au 1^{er} bataillon. L'attaque doit se dérouler le lendemain à 5h. Mais à partir de 4h30, l'ennemi, anticipant l'attaque française, déclenche un très violent tir d'artillerie. Les coups se concentrent particulièrement sur les positions du 1^{er} bataillon qui est très éprouvé. Avant même l'attaque, la compagnie voisine de Martial a perdu tous ses officiers, seuls deux sergents commanderont l'unité... La 3^{ème} compagnie, celle de Martial, se lance pour atteindre un mouvement de terrain au sud de trois bois qui sont à enlever. À 7h du matin, sous le feu des mitrailleuses allemandes, le 1^{er} bataillon se cramponne au terrain...

Au lieu appelé « le Bois des Corbeaux », Martial vient d'être blessé par éclats d'obus à l'arcade sourcilière. Continuant le combat, il est de nouveau touché aux lombaires par un deuxième éclat d'obus. Il sera évacué en fin de la journée rejoindra par train l'hôpital complémentaire n°39 de Villeneuve-sur-Lot pour y être soigné.

À la fin cette journée, le régiment aura perdu 31 tués, dont trois officiers et 147 hommes blessés et 13 disparus.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 806 le 29 septembre 1918 : « *Excellent agent de liaison, toujours volontaire pour les missions périlleuses. A été grièvement blessé*



Légion d'Honneur
décernée le 4 juin
1931.



Citation avec
Palme pour les
combats du 10
juin 1918.



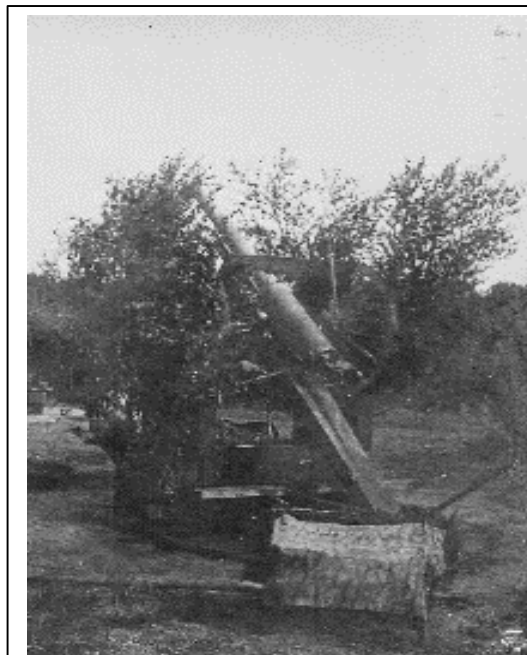
<i>au cours de l'attaque du 23 juillet 1918 sur l'Aisne. Médaillé militaire pour faits de guerre, une citation et deux blessures antérieures. »</i> Il est finalement réformé définitivement avec une pension temporaire de 85%, ce qui en dit long sur son état de santé au sortir du conflit. Il se retire à Pimprez où il deviendra couvreur, puis éclusier en 1938. Il fut le soldat le plus décoré de Clairaix.	
MÜTTERER Georges Fils d'étranger, naturalisé, il est né le 13 septembre 1872 à Bischeim en Alsace. Son père, Georges et sa mère, Louise Blattner, décident de rallier la France, car à cette époque l'Alsace et la Lorraine sont allemandes depuis 1871. Le fils Georges, marié à Marie Worm, est père de 11 enfants, et, de père en fils est tonnelier. Précédemment installé à Margny, il ne rejoint le village de Clairaix qu'en juillet 1914. Le 7 août 1914 il est appelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Il est donc engagé dans la défense de Compiègne fin août 1914, protège les unités du Génie français et anglais qui s'emploient, quelques heures avant l'arrivée des premiers soldats allemands, à faire sauter les ponts de Compiègne. Chargé de famille très nombreuse, il est finalement exempté le 4 novembre 1914 et se retire à Clairaix. Deux de ses fils, non résidant à Clairaix, seront appelés à combattre. En avril 1916, il quitte le village pour s'installer à Avranches, puis termine sa vie près de Versailles.	

Les unités militaires à Clairaix

Une unité de DCA (Défense Contre-Avions) continue de défendre la vallée de l'Oise sur les hauteurs du Mont Ganelon. Ses batteries sont installées dans l'axe de la vallée de l'Oise et dominant avantageusement la ville de Compiègne.

Des travaux initiaux, faits par les travailleurs civils réquisitionnés, seront entretenus au cours des années suivantes, preuve s'il en est que ce site élevé reste pour le commandement un point important de la défense du secteur de Compiègne.

Les autos-canon de la DCA quittent le Mont Ganelon et Clairaix, mais sont remplacées par une unité moins mobile de 75 sur « plate-forme bricolée » pour reprendre l'expression du comte de Comminges dans son roman « *La zone dangereuse* ». Mais ils n'en sont pas moins efficaces. Le mirador est toujours en place, un clairon succède au premier et annonce l'arrivée des avions ennemis depuis la même nacelle (voir la notice historique clairoisienne n°10).



Mont Ganelon, fin 1915 : pièce de 75 anti-aérienne fixée sur plateforme et camouflée par des branches d'arbre.

(Collection personnelle)

Les unités d'artillerie, notamment le parc situé entre Clairoix et Bienville, ont quitté la région.

L'équipe du Génie maritime a achevé les travaux et les ponts ont été reconstruits sur l'Oise. Cependant, dès 1916, des unités du Génie reprendront la main sur les installations du Mont Ganelon comme on le verra dans la prochaine publication.

Toutefois, le bureau de garnison, tenu par un capitaine, demeure. Incontournable, cet officier le commande et gère avec le maire le logement des troupes de passage, non sans mal, comme le souligne le Progrès de l'Oise du 18 novembre 1915 : « *Dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie a éclaté à Clairoix et a consumé des bâtiments agricoles appartenant à M. Paul Déchasse. Les secours furent rapidement apportés par des militaires qui maîtrisèrent le feu.*

M. Déchasse éprouve des pertes assez importantes qui se détaillent ainsi : une batteuse, 3000 bottes d'avoine non battues, des fourrages et de la paille, 30 quintaux d'avoine et 200 balles de foin appartenant à l'armée ont été également la proie des flammes. Les bestiaux ont été sauvés. Les dégâts sont couverts par une assurance. On impute la cause du sinistre à l'imprudence des soldats. »

Enfin, le Moulin Bacot, qui héberge encore pour quelque temps l'ambulance 3/13, semble constituer de loin la principale emprise militaire du village.

L'ambulance 3/13 du Moulin Bacot

Le précédent numéro évoquait l'installation de cette ambulance qui fit face aux différents enjeux que la situation tragique commandait sur le terrain. Elle prit place au Moulin Bacot car ce vaste ensemble immobilier offrait deux avantages non négligeables, sa capacité en lits et une pompe pouvant alimenter l'immeuble en eau. De plus, à deux pas, au pied du Mont Ganelon, une source particulièrement pure pouvait traiter les malades atteints de la fièvre typhoïde. Cette ambulance isolait les malades de l'hôpital de Compiègne où les blessés pouvaient être traités sans craindre une contamination. Après la crise des cas typhoïdiques, la guerre industrielle fit apparaître une nouvelle maladie au plan neurologique. Des soldats apparaissaient en état du choc, avec des troubles compulsifs du comportement. Enfin, l'ambulance ouvrait ses portes à la population locale privée de docteur depuis le début du conflit.

Au deuxième semestre de l'année 1915, l'ambulance semble être installée durablement. Durablement ? C'est méconnaître le principe même de la guerre. Rien n'est gravé dans le marbre, comme on va le voir. Le 13^{ème} CA installé à Compiègne depuis septembre 1914 doit être relevé. Le 2^{ème} Corps d'armée Colonial (2^{ème} CAC) se prépare à le remplacer. En fin d'année 1915, ses échelons précurseurs se mettent en place. Un grand mouvement se prépare.

Au nord de l'Oise, la situation militaire a évolué. Si les tranchées adverses se trouvent parfois nez-à-nez, à une portée de jet de grenade, si Français et Allemands s'échangent des paquets de tabac et se parlent, on dira que la situation n'inquiète plus le commandement. La recherche tactique est au débordement de l'adversaire, car seul un mouvement plus vaste peut débloquer la situation. Si le 2^{ème} CAC prend le relais du 13^{ème} CA, c'est bien dans cette perspective. Un mouvement vers le Nord est possible par la Somme. Cette avancée entraîne dans son sillage le déplacement de multiples unités.

Une exception : les troupes au repos continuent de reprendre des forces dans les villages de l'arrière. Clairoix, grâce à sa proximité avec Compiègne, est toujours un lieu de repos, et les uniformes, « bleu horizon » ou couleur « moutarde » pour les coloniaux, se mêlent aux bleus de travail des vieux agriculteurs et aux jupes ou aux toilettes des dames et jeunes filles. Un mélange des genres placé sous haute surveillance par le maire, le comte de Comminges.

Toutefois, l'ambulance 3/13 dispose encore d'un peu de temps. La population peut consulter le médecin. Mais pas toujours, certains cas contagieux l'en empêchent. Ainsi le 18 juin, un

homme est évacué du front vers Clairoux pour une méningite cérébro-spinale. Sept autres hommes isolés ont pu rejoindre leur régiment. Les aléas de la guerre.

Le 1^{er} juillet, le 13^{ème} CA passe à la 6^{ème} Armée. C'est le début du jeu des chaises musicales. De nouvelles directives médicales se mettent en place : le dépôt des éclopés de l'Armée est à Compiègne. Ceux de la 25^{ème} Division et de la 120^{ème} Division y sont conduits directement en automobile par le SSA (Service de Santé des Armées). Le triage est fait au Palais. Ceux qui paraissent susceptibles d'être traités dans les ambulances sont renvoyés par les mêmes voitures de la SSA, soit à l'ambulance de Clairoux (cas médicaux), soit à l'ambulance 8/13 de La Folie à Margny (cas chirurgicaux).

À partir de la mi-juillet, au niveau du secteur du 13^{ème} CA, l'accent est mis sur la salubrité des cantonnements de la troupe, la conservation des aliments et sur le respect et le marquage des sources d'eau potable. L'ambulance de Clairoux reçoit des cas d'embarras gastriques et continue de recevoir de plus en plus des hommes atteints de troubles mentaux. Mais les médecins maintiennent les traitements à l'ambulance de travailleurs civils et parfois de prisonniers de guerre, et ce, malgré le décès de soldats malades. Ainsi, le 19 août, le 98^{ème} RI évacue un homme sur Clairoux pour troubles mentaux, tandis qu'un homme atteint d'une méningite tuberculeuse confirmée par la bactériologie y décède. Il s'agit du zouave Boucheny Élie du 1^{er} Régiment de Marche de Zouaves (38^{ème} DI). Ce dernier sera provisoirement inhumé au cimetière de Clairoux.

Le 1^{er} octobre, la 25^{ème} Division reçoit l'ordre de se retirer dans la région de Compiègne en vue d'être projetée sur Montdidier. Réorganisation générale au 13^{ème} CA. L'ambulance 3/13 de Clairoux est affectée à la 26^{ème} DI et regroupée avec les 2/13 et 6/13 à Royencourt sous les ordres du Médecin chef du groupe des brancardiers du Corps. Mais on notera que le Moulin Bacot reste une ambulance d'ailleurs visitée par le directeur du Service de Santé des Armées le 3 octobre. Donc seuls le personnel et le matériel ont suivi la division.

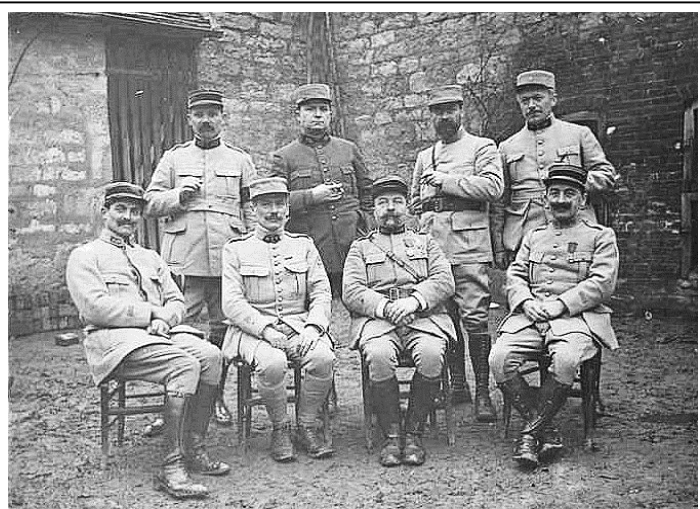
Le fonctionnement des ambulances doit être réduit au minimum. Le laboratoire de bactériologie est parti sur Ressons.

L'ambulance américaine au château d'Annel reste inchangée. L'ambulance franco-anglaise de Rimberlieu doit demeurer. Le 14 octobre, l'ambulance 3/13 cède la place à l'ambulance 16/13 de Monchy-Humières qui reçoit l'ordre de s'installer le 16 avant 9h à Clairoux. Le directeur de santé visite l'ambulance 16/13 de Clairoux.

Son organisation est terminée. Elle peut commencer à recevoir des malades. Mais en novembre elle double sa capacité de travail avec l'adjonction de l'ambulance 10/13. Une nouvelle équipe médicale se met en place.

Le 6 décembre, à l'occasion de l'attribution de la Croix de Guerre au pharmacien major Langrand d'une ambulance voisine, un petit repas est organisé chez la famille Sénépart, rue Saint-Simon. Pour la circonstance, les médecins se font tirer le portrait dans la cour de la maison.

Ainsi cet organisme subsistera encore quelques temps, ce qui permettra à la population civile locale de bénéficier de ses services. Ce n'est qu'au cours de l'année 1917 que les lieux seront libérés, pour devenir en 1918 un logement et un mess pour les sous-officiers en poste à Clairoux. Le canon grondera de nouveau, mais c'est une autre histoire, qui sera abordée dans les prochaines notices.



Repas des médecins militaires dans la maison de la famille Sénépart, rue Saint-Simon.
(Collection personnelle)

Une pénurie durable

Une année de guerre vient de s'écouler. La grande offensive promise par le commandement ne parvient pas à débloquer le front. Beaucoup d'hommes sont partis. Les femmes, les vieux et les enfants ont pris le relais aux champs. Clairoux s'installe désormais dans une pénurie durable. L'économie en générale, et en ce qui nous concerne, dans l'Oise rurale comme dans l'Oise industrielle, est une économie de guerre. La guerre est totale. Il faudra endurer un deuxième hiver de guerre. On essaie de ne plus faire dans l'improvisation.



À ce sujet, le Progrès de l'Oise du jeudi 7 octobre 1915 indique qu'on se prépare à des disettes par « de plus en plus d'élevage de lapins dans les villes et les campagnes en raison de l'augmentation du prix de la viande. Beaucoup de ruraux qui élevaient autrefois une simple nichée, simplement pour avoir sous la main de quoi faire de temps en temps une gibelotte, ont donné plus d'extension à leur élevage, et arrivent maintenant à profiter des hauts prix qui atteignent toutes les victuailles. » Comme il semble que les services de l'État ne peuvent suffire à la souffrance des populations, le journal précise : « L'élevage des volailles prend de la même façon beaucoup d'extension et tend à résoudre le problème du ravitaillement national. »

Les femmes qui ont un métier gagnent dans le meilleur des cas jusqu'à 5 francs par jour.

À Clairoux, la douzaine d'œufs se monte à 1,80 francs, le poulet à 4 francs et le lapin à 1,20 francs, et, par ailleurs, le jambon et le saucisson dépassent les 5 francs le kilo et sont donc hors

de prix. D'où la nécessité de constituer son propre élevage.

Toutefois la moisson dans l'Oise s'est bien déroulée. La récolte est légèrement au-dessus de la moyenne. La qualité du grain est parfaite. Reste néanmoins les récoltes qui sont soumises aux réquisitions et à des consignes strictes du Préfet de l'Oise.

Les blés et les farines sont taxés depuis le 1^{er} juin 1915. Pour le blé, un prix maximum est fixé (32 francs le quintal) et celui-ci ne peut être dépassé. Quant aux farines, celles prises au moulin, le prix aux 100 kilos nets, sans escompte, est fixé à 44 francs.

Le Préfet invite donc les maires à prendre des arrêtés pour taxer le pain en tenant compte de ces tarifs. Le kilo de pain est aux alentours de 0,50 francs en 1915, et celui-ci peut augmenter. Il représente 20% du salaire moyen d'une femme.

Par ailleurs, on peut rappeler que le kilo de pommes de terre est à 0,20 cts, la livre de beurre à 4,20 francs. Les fromages s'élèvent à plus de 4 francs la livre. Les vins restent aux alentours de 0,70 francs le litre. À bien y regarder, le salaire disparaît presque intégralement dans la nourriture. Qu'en est-il de celles ou de ceux dont l'entrée d'argent est intermittente ou maigre (un franc par jour pour les apprentis) ? Cela explique le fait que certaines dames prirent le parti d'arrondir les fins de journée en s'approchant d'un peu trop près de la gent militaire au repos.

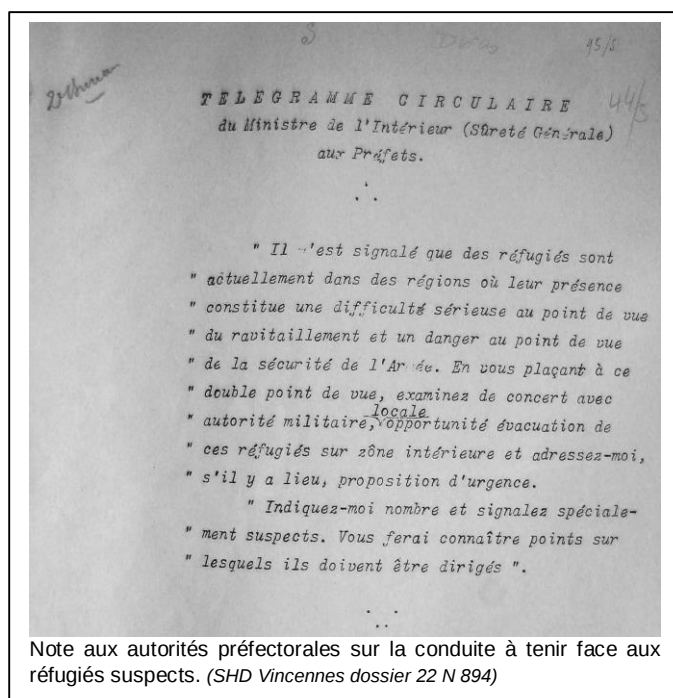
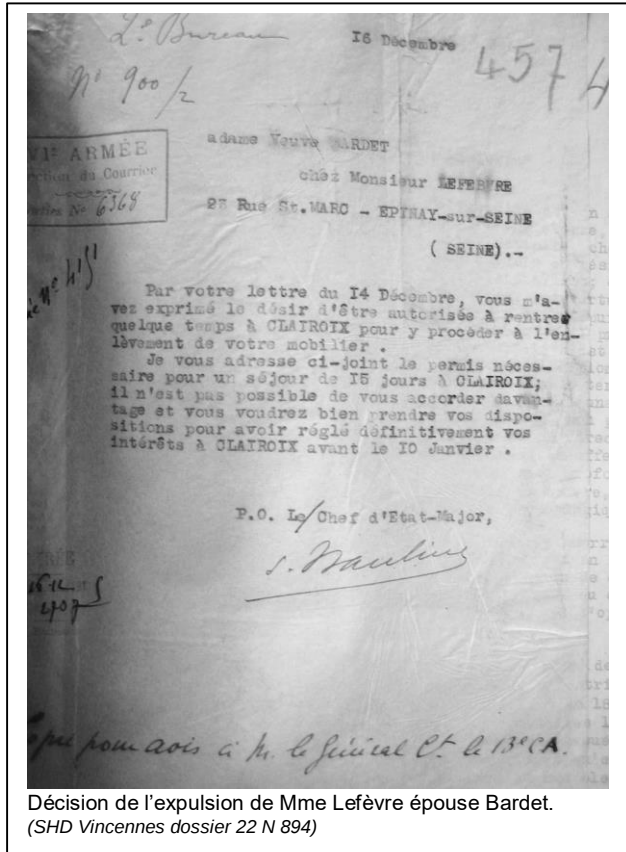
Maintenant, les labours d'automne commencent. Les femmes se mettent au travail des champs, aidées de quelques militaires âgés, qui bénéficient d'une dispense en raison d'une exemption physique.

Une douloureuse décision

Revenons à l'affaire Lefèvre épouse Bardet évoquée au début de cette notice. Le comte de Comminges va prendre une décision douloureuse, celle d'expulser cette indésirable Mme Lefèvre.

Pour justifier sa décision, il s'appuie sur des éléments provenant de divers rapports qui furent transmis au Capitaine Paquet, commandant de la Prévôté du 13^{ème} CA. Les maires sont ainsi mis dans la boucle des affaires de sûreté générale, comme le souligne le comte de Comminges dans son roman (page 273) où il fait dire par la voix d'un colonel s'adressant au marquis de Saubole, maire de la commune : « *Pardon si je vous interromps, cher monsieur, mais je croyais que ce genre d'enquête ressortissait à l'autorité militaire ? Quelle confusion de pouvoirs ! Comment ! Même sur le front de guerre, messieurs les préfets ne vous fichent pas la paix ?* ». Puis faisant répondre le marquis de Saubole : « *Vous savez bien... que le Service de Sûreté... Et ils commencèrent une discussion politique...* »

De toute évidence, les maires, et, parmi eux, le comte de Comminges, subissent la pression des événements. Ainsi apprend-on, entre autres, par le biais d'un rapport du commandant Gerber, que des femmes ont signalé du côté de Chevincourt un personnage douteux vêtu d'un uniforme d'officier français. La suspicion est permise et des relais semblent bel et bien exister pour transmettre des informations sensibles à l'ennemi.



Chacun sachant qu'il est facile de recueillir des informations sensibles « sur l'oreiller », les femmes aux petites vertus font partie des premiers wagons d'indésirables qui seront expulsés de la zone des armées.

Les maires seront chargés de mener un recensement suivi d'une enquête sur les étrangers et les réfugiés français dans leur commune, selon la note en date du 22 novembre 1915, signée du général Dubois, commandant la 6^{ème} Armée « ... Le recensement sera fait par enquête sur place et non uniquement à la suite d'une simple documentation auprès des autorités préfectorales et municipales... »

Pas moins de trois cents états seront envoyés au capitaine Paquet pour l'ensemble des communes concernées

dans le secteur du 13^{ème} CA, dont celui de la commune de Clairoix, recensant les étrangers d'une part et, de l'autre, les 16 réfugiés français que la commune compte.

Si Célestine Vanvandal (qui inspira le début du roman) fut bien internée au camp de Précigné dans la Sarthe, parmi les quelque quatre mille

personnes internées (archives départementales de la Sarthe). Mme Lefèvre épouse Barbet se retire chez son père en région parisienne, à la villa « Les roses », à Epinay-sur-Seine. Mais il semble qu'elle fut bien la première femme de Clairoix à avoir subi dans toute sa rigueur à la fois les consignes du préfet et celles du commandement militaire. La note de service du 24 octobre 1914 de la 2^{ème} Armée (avec information aux préfets) sur les suspicions envers les étrangers et les filles publiques précise qu'ils doivent être arrêtés et dirigés vers l'intérieur. Nous retrouvons une certaine analogie avec le personnage principal du



La villa « Les roses », à Epinay, où Mme Lefèvre épouse Bardet se retire (chez son père). Elle inspirera le personnage imaginaire de Berthe (ou Marthe pour les intimes) Ghenlis (photo de l'auteur).

roman du comte de Comminges, Berthe Ghenlis ou Marthe pour les intimes (comme la célèbre espionne Marthe Richer, qui, cette dernière, déposera en 1945 un projet de loi (accepté) pour la fermeture des maisons closes) : « *Je ne vous ferai pas la morale...* lui annonce en préambule le maire, *j'ai demandé que votre refoulement se fasse de façon la plus discrète... L'auto de la Prévôté viendra vous prendre demain à la nuit tombée et vous mènera jusqu'à la gare de Compiègne.* » Ainsi se clôt l'histoire d'un roman et la véritable histoire de Mme Lefèvre veuve Bardet à Clairoix.

Bien qu'apparaissant comme une décision logique, cadrant pleinement avec le climat des événements de 1915, à l'aune de l'année 1916, elle parut bien injuste, tant le problème de la prostitution prit un tournant ravageur à Clairoix. En tant que maire, le comte de Comminges ressentira *a posteriori* cette décision comme une douloureuse blessure intérieure qu'il tentera vraisemblablement de refermer par la rédaction du roman « *La zone dangereuse* », roman qui tranchera avec tous ceux qu'il eut l'occasion d'écrire jusque-là.

Les soldats, au repos à l'arrière, trouvent souvent, en tout bien tout honneur, une compagnie féminine, mais peuvent aussi rencontrer des prostituées professionnelles, venues de Paris et qui se sont installées près du front. L'état-major a tenté d'endiguer l'essor de la prostitution dans la zone des armées pour éviter la propagation des maladies vénériennes. Mais les bordels fleurissent dans les bourgs situés en arrière du front. La prostitution est une affaire sanitaire plus que de sûreté. Mais est-ce bien si sûr ? Chacun garde à l'esprit l'affaire Mata Hari. La prostitution devient aussi une question de sûreté.

Clairoix, placé à 6 kilomètres du front, est particulièrement bien positionné pour les unités au repos. Si des sentiments amoureux restent sincères, d'autres sont plus vénaux. Le client-soldat a un peu d'argent et peu de temps. Ces dames venues de la région parisienne l'ont bien compris et font commerce de leur corps. D'autres, issues du cru local, pourraient bien évidemment suivre la même voie, mais pour arrondir des pensions ou des salaires misérables.

Ce phénomène, nouveau pour le village, doit être surveillé, au besoin réprimé, au mieux endigué. Le comte de Comminges, qui devait conserver nettement en mémoire ses années de campagnes en Afrique et en Cochinchine, n'a sans doute pas oublié les aventures nocturnes des hommes qu'il a jadis commandés.

Comment le maire, avec l'appui du commandement, va-t-il résoudre ce problème ? C'est ce que nous verrons dans le prochain numéro...

AVIS IMPORTANT

relatif à la

DIVULGATION

DE SECRETS

Intéressant la Défense Nationale

Le Général Commandant la Région du Nord informe les populations que toute indiscretion commise, sous quelque forme que ce soit, notamment **PAR CORRESPONDANCE PRIVEE**, sur les emplacements, mouvements, effectifs d'unités, la nature et l'importance des fortifications, l'état moral des troupes, etc., fera l'objet de poursuites devant le Conseil de Guerre.

Ces indiscretions tombent, en effet, sous le coup de la loi pénale.

S'il résulte, soit du texte même de la correspondance incriminée, soit de renseignements fournis sur son auteur, soit de toute autre circonstance, que le signataire d'une lettre peut être soupçonné d'intelligence avec l'ennemi, les poursuites seront exercées par application des articles 205 et 206 du Code de Justice Militaire **QUI PRÉVOIENT LA PEINE DE MORT**.

Si l'intelligence avec l'ennemi n'est pas établie, les poursuites seront exercées en vertu de la loi du 18 Avril 1886, sur l'espionnage, loi **QUI PUNIT D'UNE PEINE DE CINQ ANS D'EMPRISONNEMENT** la divulgation de plans, écrits ou documents secrets intéressant la défense du territoire, la sûreté extérieure de l'Etat, et d'une façon générale la divulgation de tout secret intéressant la défense du territoire, par tout individu qui, ayant eu connaissance des dits plans, écrits, documents ou secrets, aurait divulgué les renseignements parvenus à sa connaissance.

Boulogne-sur-Mer, le 21 Août 1915.

Le Général de Division Commandant la Région du Nord,

Pour complétement

LE CHEF D'ETAT-MAJOR,

M. LA SALLE

Signé: **L. ALIX**

oc. n°37. A.D.O. Rp 2132

Affiche relative au maintien du secret dans la zone de l'armée, signée par le Général Alix en 1915. Les indiscretions peuvent entraîner l'anéantissement d'une opération militaire et se traduire par les morts de nombreux soldats. Aussi les autorités locales sont-elles amenées, comme le comte de Comminges à Clairoux, à prendre des décisions rigoureuses, et souvent en l'absence de preuves tangibles. Mais au titre de la préservation du secret, les déplacements vers l'arrière sont les seuls moyens d'action rapides et efficaces.

(Archives départementales de l'Oise)

1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (L et M)

Dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre, une série de 5 ou 6 fascicules est éditée entre 2015 et 2018. Elle a notamment pour vocation de rendre hommage à tous les combattants de Clairoix, en présentant ceux-ci par ordre alphabétique.

Cette troisième partie présente les hommes dont les noms commencent par les lettres L et M.

Mais ces parcours individuels ne sauraient s'accompagner de l'histoire de Clairoix et de ses habitants. Chaque publication concerne une période particulière du conflit.

La brochure éditée en 2014, intitulée « La guerre de 1914-1918 à Clairoix (Oise) » présentait, sans s'attarder sur les détails, l'histoire de ce village durant la Grande Guerre.

Cette nouvelle brochure, plus exhaustive, consacrée à la période d'août à décembre 1915, entre dans le vif du quotidien et au cœur des intrigues d'un village placé dans la « Zone Dangereuse ».

Un personnage central, le maire (et comte) de Comminges, est confronté aux bouleversements qu'entraînent la présence de troupes militaires, allemandes, puis françaises, et les réquisitions permanentes qui les accompagnent dans la commune dont il a la responsabilité. Il va tenter de résoudre chaque problème, un à un, et à chaque fois, en exécutant un véritable exercice de diplomatie.

Henri LESOIN, ancien militaire, membre actif de l'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix », s'appuie sur des archives militaires, pour certaines inédites depuis la fin du 1^{er} conflit mondial.

Contact : lesoinh@hotmail.com